

confluences

Pour cette rubrique « Confluences », envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.

Deux cultures, un même rayonnement

papiers collés de
V. Ballu

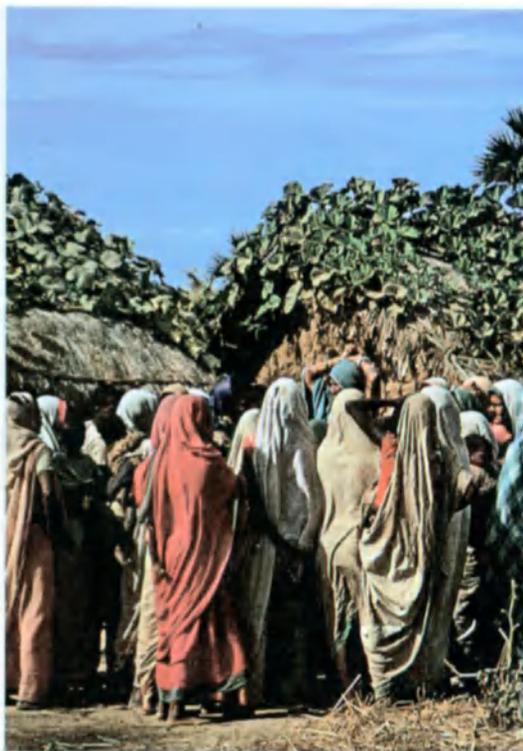
Dans ce collage dû à V. Ballu, de Bangalore (Inde), une Japonaise et une Indienne, que distingue leur vêtement, rayonnent d'une même féminité, dans les rais convergents de sources lumineuses évocatrices de leur culture respective : une lanterne pour l'une, une lampe à huile pour l'autre.



8

ENTRETIEN

VANDANA SHIVA répond
aux questions de Judithe Bizot



4

UNESCO 1946-1991 :
UN PARCOURS DE
45 ANNÉES (1981-1986)
par Michel Conil Lacoste

43

ACTION/UNESCO

NOUVELLES BRÈVES

44

ACTION/UNESCO

MÉMOIRE DU MONDE
Dubrovnik
dans la tourmente
par Jean d'Ormesson

47

LECTURES

L'UNESCO :
une entreprise erronée ?
par Lotfallab Soliman

49

DIAGONALES

Musiques birmanes
par Khin Mya Kyu

50

LE COURRIER
DES LECTEURS

Notre couverture :
« paroles de femmes » dans un
village du Bihar (Inde).

Couverture de dos :
Mayas tzotziles en habits de
fête, San Cristóbal de Las
Casas (Mexique).

12

PAROLES DE FEMMES

L'ALLIANCE DES FEMMES AVEC LA NATURE par Perdita Huston	14
« J'AI PEUR POUR L'AVENIR » par Maria Cherkassova	19
LE MOUVEMENT « CEINTURE VERTE » AU KENYA par Wangari Maathai	23
LE POUVOIR DE DIRE NON par Joan Martin-Brown	26
LE MONDE SELON MIUDA par Grazia Borrini	28
AU-DELÀ DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION Le club Seikatsu au Japon	32
« DES LOGEMENTS, PAS DES TAUDIS » par Marta Trejos	34
PARLONS HAUT ET CLAIR Un entretien avec Bella Abzug	36
CONTRE L'AVANCE DU DÉSERT par Joséphine Ouedraogo	38
LES VOIX DERRIÈRE LES MASQUES par Peggy Antrobus et Nan Peacocke	39

le COURRIER
de l'UNESCO



45^e ANNÉE

Mensuel publié en 36 langues et en braille

« Les gouvernements des États parties à
la présente Convention, au nom de leurs
peuples déclarent :

Que, les guerres prenant naissance
dans l'esprit des hommes,
c'est dans l'esprit des hommes
que doivent être élevées les
défenses de la paix...

...Qu'une paix fondée sur les seuls
accords économiques et politiques
des gouvernements ne saurait
entraîner l'adhésion unanime,
durable et sincère des peuples et
que, par conséquent, cette paix
doit être établie sur le fondement
de la solidarité intellectuelle et
morale de l'humanité.

...Pour ces motifs (ils) décident de
développer et de multiplier les
relations entre leurs peuples en vue
de se mieux comprendre et
d'acquérir une connaissance plus
précise et plus vraie de leurs
coutumes respectives... »

(Extrait du préambule de la Convention
créant l'UNESCO,
Londres, le 16 novembre 1945)

UNESCO 1946-1991

Un parcours de 45 années (1981-1986)

par Michel Conil Lacoste

1981

Politique générale

- Le deuxième congrès mondial des Clubs UNESCO institue une Fédération mondiale des Associations et Clubs UNESCO.
- Publication de *L'ABC du Droit d'auteur*, qui sera édité en de multiples langues.

Education

- Novembre : dans le cadre de l'Année internationale des personnes handicapées, l'UNESCO apporte son concours à l'organisation par le gouvernement espagnol de la « Conférence mondiale sur les actions et les stratégies pour l'éducation, la prévention et l'intégration » des handicapés (Torremolinos, Espagne). Elle contribuera ensuite, dans le domaine éducatif, à la mise en œuvre du Programme d'action mondial lancé dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (1983-1992).

Sciences exactes et naturelles

- Paris : « L'écologie en pratique », conférence et exposition marquant le 10^e anniversaire du projet MAB.
- Table ronde scientifique sur la protection de Venise et de sa lagune.

La radio communautaire, raccourci pour le développement

Culture

- UNESCO, Paris : colloque et exposition pour la célébration de l'avènement du 15^e siècle de l'Hégire, en coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique.
- Colloque et exposition pour le centenaire de la naissance de Teilhard de Chardin, philosophe, paléontologue, théologien.
- Paris : groupe de travail pour la rédaction d'une *Histoire générale des Caraïbes*.
- Dublin : réunion d'experts pour le lancement d'un programme d'étude des cultures celtes.
- La Barbade accueille le 4^e Festival d'art des



Caraïbes (CARIFESTA 81), avec la coopération de l'UNESCO.

Communication

- Homa Bay (Kenya) : mise en service de la première station radio communautaire FM selon une conception technique élaborée par l'UNESCO ; d'autres stations radio sur le même modèle s'ouvriront à Guirandurokotte (Sri Lanka) en 1984 et, avec utilisation de l'énergie solaire, dans l'île du Pacifique de Niue en 1986.
- Bernama (Kuala Lumpur) : création de l'« Asian News Network » (ANN) — réseau d'agences de presse en Asie.

Événements

- Célébration à l'UNESCO du centenaire de la naissance de Picasso ; Joan Miró, auteur de la médaille commémorative frappée à cette occasion, en offre le dessin original à l'UNESCO par l'intermédiaire de l'AIAP, dont il est président d'honneur.



Ci-dessus, soirée de gala en hommage à Galina Oulanova, étoile du Bolchoï, donnée par l'UNESCO le 16 novembre 1981 au profit de l'enfance handicapée. En bas, la médaille commémorative du centenaire de la naissance de Picasso : signée Miró, elle porte en avers « un œil vif et profond entouré d'inscriptions magiques et musicales comme l'œil de Picasso ».

- Soirée d'hommage à Galina Oulanova, danseuse étoile du Bolchoï, au profit du programme UNESCO pour l'enfance handicapée.

1982

Politique générale

- La Conférence générale adopte en session extraordinaire le plan à moyen terme 1984-1989 en 14 « grands programmes », élaboré sur la base d'une analyse réactualisée de la problématique mondiale. Le dernier de ces grands programmes, qui constitue une innovation, récapitule pour la première fois toutes les actions en faveur de la condition de la femme réparties dans tous les domaines d'intervention de l'Organisation.
- L'UNESCO compte 158 Etats membres.

Culture

- Mexico : la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (« Mondiacult ») récapitule et relance la réflexion sur le rôle et les problèmes de la culture dans le monde contemporain. Elle adopte la « Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles », ainsi qu'une recommandation portant sur le lancement d'une Décennie mondiale du développement culturel mettant l'accent sur les interactions entre culture et développement.



« Guerre à la guerre », soirée poétique organisée à l'UNESCO le 10 décembre 1982, pour le 24^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. De gauche à droite : André Voznessenski, Jean-Jacques Lebel, Michèle Lalonde, Catherine Ringer, Mahmoud Darwich, Jean-Pierre Faye et Jean Metellus.

Communication

- Londres : organisé par l'UNESCO, le Congrès mondial du livre adopte un programme d'action (« Vers une société de la lecture ») en six objectifs, que la Conférence générale entérinera en 1983.
- Signature avec le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND), d'un accord portant sur un fonds en dépôt de 2 000 000 de dollars pour le développement de la communication en Afrique.
- Dakar : établissement, avec l'assistance de l'UNESCO et le concours d'une aide bilatérale, de l'Agence panafricaine d'information (API) dans le cadre d'un programme d'implantation d'agences de nouvelles régionales intéressant aussi l'Amérique latine et les pays arabes ; les fonds viennent de l'AGFUND, du PNUD et de l'UNESCO (PIDC) pour l'API, ainsi que d'un fonds en dépôt de la RFA pour d'autres agences.

Événements

- « Guerre à la guerre » : soirée mondiale de poésie à l'UNESCO sous le signe du 34^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Ginsberg, Breitenbach, Shiraishi, Hegazi, Labou Tan'si, de Mello, Ferlinghetti, Voznessenski...)
- Tokyo : Forum d'écrivains de l'Asie sur « l'identité culturelle », organisé en coopération avec la Fédération asiatique de Clubs et Associations UNESCO. Participation de Ai Qing (Chine), Yasushi Inoue (Japon), Faiz 'Ahmad Faiz (Pakistan).

1983

Politique générale

- Décembre : le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, dans les termes d'une lettre au Directeur général de l'UNESCO, annonce la décision de son pays de se retirer de l'Organisation.

Culture

- Le dernier catalogue du programme UNESCO de traductions d'œuvres littéraires (« Collection UNESCO d'œuvres représentatives ») fait état de plus de 900 titres émanant de 90 littératures ; onze Prix Nobel figurent parmi les auteurs publiés dans la collection. Le programme porte principalement sur la traduction d'œuvres maîtresses de la littérature universelle en langues de grande diffusion, surtout en français et en anglais, par exemple, traduit du chinois en français. *Le rêve dans le pavillon rouge*, de Cao Xueqin (Pléiade-Gallimard/UNESCO, 1967), ou, du sanskrit en français, les *Hymnes spéculatifs du Veda* (Gallimard/UNESCO, 1956), ou encore : choix de poèmes d'Octavio Paz en anglais, anthologie de la poésie hongroise en espagnol. En sens inverse : Shakespeare et Hemingway en indonésien, Platon et Goethe en tamoul, Cervantes en hindi.
- Borobudur (Indonésie) : achèvement des travaux de restauration, les plus importants menés à bien depuis le sauvetage des monuments de Nubie.

Éducation

- Paris : « Conférence intergouvernementale sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales en vue de développer un état d'esprit favorable au renforcement de la sécurité et au désarmement ».
- Sofia : Congrès international à l'occasion du 30^e anniversaire du Système des écoles associées de l'UNESCO.

Sciences sociales

- Paris : table ronde à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du philosophe Karl Jaspers.

Communication

- Paris : première consultation internationale pour identifier les besoins et priorités en matière de formation à la communication régionale.
- A l'occasion de l'Année mondiale des communications, l'UNESCO prête son concours à une expérience d'échange de nouvelles télévisées par satellites entre 25 pays d'Afrique, d'Asie et de la région arabe.
- Création, sous le patronage de l'UNESCO, du « Prix McLuhan Télé globe Canada » ; attribué tous les 2 ans, il vise à récompenser toute œuvre ou action individuelle ou collective « ayant contribué d'une manière exceptionnelle à une meilleure compréhension de l'influence exercée par les moyens et la technologie de communication sur la société et plus particulièrement sur sa vie culturelle, artistique et scientifique ».



Borobudur (Indonésie), dont la restauration fut menée à bien sous l'égide de l'UNESCO.



Une belle récolte obtenue à partir de variétés améliorées d'airelles sauvages, espèce protégée dans la réserve de la biosphère de la plaine côtière sud-atlantique, aux Etats-Unis d'Amérique.

Événements

■ Paris : le Chef de l'Etat du pays hôte, François Mitterrand, à la séance inaugurale de la 22^e session de la Conférence générale : « Voilà que l'UNESCO revient à la source de son inspiration d'origine : construire malgré les tempêtes, construire le monde où l'espérance trouvera sa place. »

■ Caracas : le roi Juan Carlos d'Espagne partage avec Nelson Mandela (alors en captivité) le prix Simón Bolívar, attribué pour la première fois ; créé par l'UNESCO et les autorités vénézuéliennes sur un fonds vénézuélien, le prix est destiné à récompenser « une activité particulièrement méritoire qui, en conformité avec les idéaux de Simón Bolívar, aura contribué à la liberté, à l'indépendance et à la dignité des peuples ainsi qu'au renforcement de la solidarité entre les nations, favorisé leur développement ou facilité la recherche d'un nouvel ordre économique, social et culturel international ».

Trois chaises vides

1984

Politique générale

■ Le budget ordinaire de l'UNESCO pour 1984-1985 s'élève à 374 millions de dollars (soit les deux-tiers du prix d'un porte-avions à propulsion nucléaire), dont 38% pour l'éducation. Il était de 430 millions de dollars pour 1981-1983. S'y ajoute, pour 1984-1985, un montant de près de 231 millions de dollars de ressources extra-budgétaires.

■ Mai : le Conseil exécutif décide de la constitution d'un Comité temporaire chargé de recommander des mesures pour l'amélioration du fonctionnement de l'Organisation. Le Directeur général instaure cinq Groupes de travail consultatifs pour étudier la gestion du personnel, les techniques budgétaires, l'évaluation, l'information du public et procéder à l'examen critique du programme.

■ Décembre : à l'issue du préavis officiel d'un an,

le retrait de l'UNESCO des Etats-Unis d'Amérique devient effectif.

■ Cette même année, le Royaume-Uni a officiellement avisé le Directeur général de sa décision de quitter l'Organisation. Il est imité par Singapour.

Éducation

■ Publication de *Campaigning for Literacy*, rapport établi pour l'UNESCO par le Conseil international d'éducation des adultes, et qui décrit en les évaluant les campagnes d'alphabétisation conduites dans huit pays.

■ Le projet « Langues africaines Horizon 2000 » prolonge le Plan décennal concernant les traditions orales et le développement des langues africaines, en visant plus précisément à leur développement en tant qu'instrument de scolarisation, de vie sociale et de communication.

■ 1984-1985 : lancement, dans le cadre du grand programme « L'Éducation pour tous », du Projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes, et du programme régional d'élimination de l'analphabétisme en Afrique.

■ Adoption du « Plan d'action pour les réserves de la biosphère ». Il s'agit de zones désignées dans le cadre du programme MAB et destinées à la fois à la conservation du patrimoine génétique animal et végétal, à la recherche sur l'utilisation humaine des écosystèmes, au contrôle des changements de l'environnement ainsi qu'à l'éducation et à la formation : 252 réserves de la biosphère situées dans 66 pays participent, en 1984, au réseau.

Culture

■ Buenos-Aires, Villa Ocampo : dans la demeure de la célèbre femme de lettres Victoria Ocampo, qui l'a généreusement léguée à l'UNESCO, première session du Comité de rédaction pour la préparation d'une *Histoire générale de l'Amérique latine*.

■ Rio de Janeiro : consultation d'experts sur la préservation et le développement de l'artisanat dans le monde contemporain.

■ 5^e Congrès international d'études du Sud-Est européen.

Communication

■ Mission au Pacifique pour préparer le premier projet sous-régional pour la formation des réalisateurs et techniciens radio, en coopération avec la fondation Friedrich Ebert (RFA) et la France.

1985

Politique générale

■ Sofia accueille la 23^e session de la Conférence générale. Dans son discours d'ouverture, son président, le professeur Nicolai Todorov (Bulgarie) constate que « l'UNESCO a tenu. Elle a tenu, en épousant les mouvements du monde et en s'y adaptant, sans pourtant jamais renier ce qui fait à la fois son fondement et sa finalité ».

■ Pour l'exercice financier 1986-1987, la Conférence générale décide d'ouvrir des crédits d'un montant de 307 millions de dollars. Après le retrait du Royaume-Uni et de Singapour, ce montant sera ramené à 289 millions de dollars.

■ La Conférence générale prend note de la formation de groupes de soutien à l'UNESCO en Espagne, en Inde, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Amérique latine et en Afrique et invite la communauté internationale à intensifier son action dans ce sens.

■ Dans son allocution de clôture de la 23^e session, le Directeur général évoque « le rôle irremplaçable que jouent en faveur de l'UNESCO les communautés intellectuelles et scientifiques » et lance un appel pour qu'elles retrouvent toute leur place au sein de l'Organisation, conformément aux intentions de ses fondateurs. Dans l'intuition de ces derniers, avait-il précédemment rappelé, ces communautés doivent constituer, avec la réalité politique des Etats membres et le dévouement d'un Secrétariat international compétent, les trois racines où se fortifie l'espace de communication humaine que représente l'UNESCO.

■ Le retrait du Royaume-Uni et de Singapour devient effectif.

■ Publication de l'ouvrage *L'UNESCO à la veille de son quarantième anniversaire*.

Éducation

■ 889 millions d'analphabètes dans le monde, mais le taux d'analphabétisme par rapport à la population mondiale est passé de 37,1% en 1970 à 27,7% en 1985.

■ Lancement de deux projets conjoints UNESCO/AIU (Association internationale des universités) : un inventaire international des projets de recherche éducative sur les problèmes de l'enseignement supérieur, et une série d'études sur l'impact de la technologie des satellites sur la formation et la recherche universitaires.

Sciences exactes et naturelles

■ Lancement du Programme intergouvernemental d'informatique, destiné à favoriser l'accès

aux moyens informatiques dans les pays qui en sont encore dépourvus.

Sciences sociales

- Barcelone, juillet : Congrès mondial sur la jeunesse dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse.
- Tables rondes consécutives sur al-Ghazali, le grand théologien et philosophe musulman, et sur Maimonide, philosophe aristotélicien et talmudiste.

Culture

- La 15^e exposition itinérante UNESCO de reproductions d'œuvres d'art illustre l'art slave. Les deux suivantes porteront respectivement sur l'art bouddhique et l'art des Celtes.

Communication

- Décerné pour la première fois, le Prix PIDC-UNESCO pour la communication rurale est attribué au projet indien « Kheda ». Ce projet utilise les expressions culturelles traditionnelles pour créer ses programmes audio-visuels, tout en recourant à la technologie avancée de télécommunication par satellite.
- Rome : Symposium sur l'impact culturel, social et économique des nouvelles technologies de la communication.

Événements

- Tsukuba (Japon) : concours mondial de jeunes

Projet primé au concours mondial de jeunes architectes, organisé par l'UNESCO sur le thème « habitat de demain » à l'exposition universelle de Tsukuba (Japon) en 1985.

architectes organisé par l'UNESCO dans le cadre de l'exposition universelle sur l'habitat et l'environnement.

L'UNESCO dans les remous

1986

Politique générale

- 800 postes supprimés ou « placés en réserve » dans les rangs du Secrétariat de l'UNESCO après les coupures budgétaires dues au retrait des États-Unis, du Royaume-Uni et de Singapour ; à six exceptions près, tous les membres du personnel touchés par ces compressions ont pu être réaffectés au sein du Secrétariat.
- Addis-Abeba : le 22^e sommet de l'Organisation des États africains (OUA) rend hommage au Directeur général et souhaite qu'il puisse continuer à servir la coopération internationale à la tête de l'UNESCO.
- Le 8^e sommet du mouvement des pays non alignés affirme son soutien total à l'UNESCO.
- Le total des fonds reçus jusqu'à cette année par l'UNESCO du Programme du golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND) s'élève à près de 15 millions de dollars, au bénéfice de 30 projets en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes, en Asie et dans les pays arabes.
- Après la République populaire de Chine (1985), la République des Maldives est le 90^e État à ratifier la Convention du patrimoine mondial. La liste des sites inscrits s'élève à 216, répartis sur les cinq continents.
- Estimation portant sur 1984-1985 : l'UNESCO a exécuté au cours de ce biennium un millier de projets opérationnels, organisé 838 stages et cours de perfectionnement suivis par 30 000 spécialistes, consacré près de 30 millions de dollars à ses grands programmes scientifiques, assisté les études de 3 000 jeunes gens et poursuivi ou lancé une vingtaine de campagnes internationales de sauvegarde de monuments et de sites historiques.
- Publications : depuis sa création, l'UNESCO a fait paraître plus de 7 000 titres couvrant tous ses domaines de compétence, dans 70 langues et distribués dans 150 pays.

Éducation

- Préparation du programme régional de généralisation et de rénovation de l'enseignement primaire et d'élimination de l'analphabétisme en Asie et dans le Pacifique.

Sciences exactes et naturelles

- Octobre : première session du Comité intergouvernemental du Programme intergouvernemental d'informatique.

Sciences sociales

- L'UNESCO contribue à l'Année internationale de la paix (1986) : à signaler notamment la préparation de l'Annuaire de l'UNESCO sur la paix et les conflits, qui recensera les travaux effectués dans le monde sur les facteurs éducatifs, scientifiques et culturels favorables à la paix, et la 6^e édition du Répertoire des institutions de recherche sur la paix. D'autres actions mettront à profit le cadre offert par le réseau des Ecoles associées de l'UNESCO et le mouvement des Clubs UNESCO et seront ciblées en priorité sur la jeunesse.

Culture

- Décennie mondiale du développement culturel : l'ECOSOC transmet à l'ONU le projet de programme d'action présenté par l'UNESCO en vue de la proclamation éventuelle de la Décennie par l'Assemblée générale des Nations Unies en sa 41^e session sous l'égide conjointe de Nations Unies et de l'UNESCO. Son lancement est prévu en 1988.
- 48^e congrès du « Pen international », organisé avec la participation de l'UNESCO.

Événements

- Tokyo : table ronde sur « L'avenir de la coopération internationale : perspectives du 21^e siècle » (parmi les participants : J.-J. Servan-Schreiber, Andrew Young, Abdus Salam, Mahdi Elmandjra, Kobo Abe).
- Célébration dans le monde entier du 40^e anniversaire de l'UNESCO. A Londres, elle coïncidera avec la constitution officielle du groupe « Friends of UNESCO » ; des cérémonies sont également prévues aux États-Unis, à l'initiative, notamment, de l'association : « Americans for the universality of UNESCO ». Au Siège, la Fédération mondiale des Associations et Clubs UNESCO organise une journée « Portes ouvertes au mouvement UNESCO », avec la participation de quelque 250 représentants de Clubs UNESCO et d'Ecoles associées d'une quarantaine de pays.

Communication

- La presse fait largement écho aux problèmes que connaît l'UNESCO. Les controverses, notamment, se poursuivent sur ses orientations en matière de communication (elles s'apaiseront trois ans plus tard avec l'abandon du concept de « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication »), tout en continuant de se nourrir pour une part de malentendus.

A SUIVRE...



VANDANA SHIVA

répond aux questions de Judithe Bizot



La physicienne et féministe indienne, Vandana Shiva, milite activement au sein d'associations communautaires contre la dégradation de l'environnement. Dans cet entretien, elle établit un rapport entre la crise écologique, l'exclusion des femmes et le modèle de développement économique dominant.

■ *Physicienne, vous avez abandonné vos responsabilités dans le programme d'énergie nucléaire de votre pays afin de vous consacrer à la lutte contre la destruction de l'environnement. Comment en êtes-vous arrivée là ?*

— Depuis ma plus tendre enfance, l'amour et la connaissance de la nature m'ont toujours apporté les plus grandes satisfactions. Fille d'un garde forestier de l'Inde, j'ai la chance d'avoir grandi dans la forêt himalayenne. Puis j'ai fait des études de physique, parce que cette science fondamentale par excellence devait me permettre de comprendre la nature telle qu'on la définit dans une vision réductionniste des choses. J'aurais pu étudier la biologie et la chimie, mais c'est la physique qui était censée me donner une connaissance approfondie de la nature. Puis je me suis lancée dans la physique nucléaire, qui m'a énormément déçue. C'est seulement au moment de passer mon doctorat que je me suis rendue compte à quel point l'attitude des spécialistes du nucléaire face aux dangers des radiations était légère. On nous apprenait à déclencher des réactions nucléaires en chaîne et nous savions tout sur les transformations de l'énergie, mais rien par contre de l'action des radiations sur les organismes vivants. C'est par ma sœur, qui est médecin, que j'ai été informée de l'impact des radiations. Lorsque je travaillais sur un réacteur nucléaire en Inde, elle ne cessait de me répéter : « Promets-moi de ne jamais y retourner. » « Mais pourquoi ? » lui disais-je, et elle me répondait : « Tu pourrais accoucher d'enfants déformés. Tu ne te rends pas compte de ce que tu risques. »

Tandis que j'avais en tâtonnant pour tenter de débrouiller ces problèmes, des physiciens expérimentés me disaient : « Cela ne vous sera d'aucune utilité. » Et je ressentais cela comme une exclusion et un déni de ma soif de connaissance. Si l'on entend par science le fait de savoir, alors je n'avais aucune expérience scientifique réelle. J'allai donc au Canada suivre un cours de physique fondamentale où étaient posées certaines des questions essentielles qui me tracassaient.

Me rendant compte que si je continuais à étudier les fondements de la théorie des quanta, je deviendrais une marginale dans mon domaine, je décidai de me rapprocher davantage du contexte indien, et de m'intéresser à la politique de la science et de la technologie dans mon pays. Entretemps, le mouvement Chipko avait été créé et comme cela se passait tout près de chez moi, j'y retournai souvent, faisant du travail de bénévolat et écrivant des textes pour eux. Avant que j'aie pu m'en rendre vraiment compte, l'écologie avait pris la première place dans ma vie.

■ *En quoi consiste le mouvement Chipko ? Dans votre livre *Staying alive*, vous parlez par exemple de la forêt non pas en tant que produit commercialisable, mais comme prakiti — force vitale. Vous parlez aussi de l'importance des femmes dans la lutte contre la consommation massive des ressources naturelles.*

— J'ai réagi à la destruction de la forêt, tout d'abord parce que j'ai grandi dans les forêts himalayennes. Elles m'ont donné à la fois mon identité et le sentiment d'exister. La disparition de la forêt m'a fait beaucoup mal. Avant de partir pour le Canada, j'avais envie de revoir un de mes endroits préférés, où les Britanniques avaient construit de charmants bungalows utilisés par les gardes forestiers. Il y en avait un que j'affectionnais tout particulièrement, situé au bord d'un ruisseau au cœur d'une magnifique forêt de chênes. Lorsque j'y retournais, la forêt de chênes avait fait place à quelques bouquets d'arbres et le ruisseau s'était tari. En parlant aux habitants de la région, j'ai découvert que la disparition du ruisseau était liée au fait qu'on avait coupé les chênes pour planter des pommiers, ce qui avait été un fiasco (les pommiers ont besoin d'une terre très fertile, c'est généralement pour cela qu'on abat la forêt sauvage).

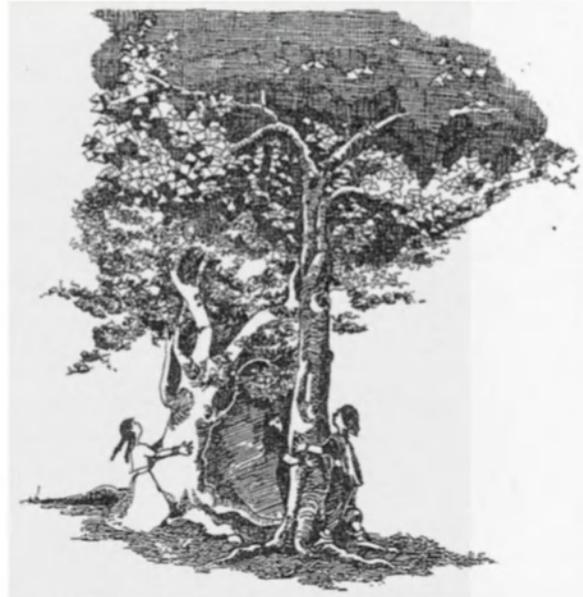
Quant à ma participation au mouvement Chipko, un groupe de femmes himalayennes vouées à la sauvegarde de la forêt, elle remonte à ma rencontre avec une de ses dirigeantes,

Sundarlal Batinguna, qui a eu une grande influence sur des gens comme moi. Mais c'est surtout avec les Indiennes d'origine modeste, qui sont à la base du mouvement Chipko, que j'ai contracté peu à peu des liens durables. Dans leurs perceptions et leurs croyances, j'ai trouvé les bases de ma connaissance de l'écologie. Elles m'ont donné une nouvelle vision des rapports entre les êtres et les choses. Les gens simples ne font pas de grandes théories. Ils sont guidés par leurs visions et leurs croyances. Toutes mes idées, toutes mes intuitions sont invariablement déclenchées par une phrase ou un geste de quelqu'un qui est amené à agir dans un contexte bien particulier. Ma théorie s'est ainsi construite à partir d'une action centrée sur la nature et sur la femme. Cela est dû au rapport particulier des femmes avec l'environnement. C'est ce que j'ai tenté d'expliquer dans mon livre *Staying alive* : que je devais ma « sagesse » à des femmes considérées par la société comme incultes ou marginales.

Pour quelle raison les femmes réagissent-elles plus promptement et plus énergiquement aux menaces de destruction ? Pourquoi s'obstinent-elles dans un monde de cyniques et de résignés ? Le fait est que les femmes se distinguent par leur intuition de la vie, de ce qui est vraiment vital, et cela les rend sensibles à ce qui est en péril dans le monde.

■ *Pensez-vous que les femmes peuvent prendre les choses en main en ce qui concerne l'environnement ?*

— Je pense qu'elles le font déjà. Il est important que cela soit pris au sérieux. En ce qui concerne l'Inde, Chipko a été le signal d'une prise de conscience écologique dans un mouvement qui s'étend des villages de l'Inde centrale aux Ghats occidentaux. Cette prise de conscience écologique est aussi ancienne que notre civilisation même, mais ce qui est vraiment nouveau, c'est sa résurgence en tant que force politique opposée à la destruction, force incarnée par le mouvement Chipko où ce sont des femmes ordinaires qui décident de la marche à suivre.



*Ces grands chênes,
protégeons-les, vénérons-les,
car leurs racines gardent l'eau,
leurs feuilles donnent le lait et le fourrage,
et la brise qui souffle, fraîche,
sur les beaux rhododendrons en fleurs.*

Chant du mouvement Chipko

Le mot d'ordre crucial ne consiste pas à dire « faisons participer les femmes », mais bien « commençons par ne pas les exclure ». Le rapport des femmes à l'environnement varie d'un endroit à un autre de par sa nature très spécifique. Ce qui a motivé mon engagement et mes prises de décision est enraciné dans les secteurs les plus marginalisés de notre société, dans ces communautés prétendument « arriérées » et plus précisément parmi les femmes de ces communautés.

Quand une société a réussi à se perpétuer des siècles durant, on peut la considérer comme un modèle de résistance. Malheureusement, ce sont précisément ces sociétés que l'on qualifie aujourd'hui d'arriérées, alors que sont dites progressistes les sociétés qui ont abandonné inconsidérément leurs traditions. C'est dans des pays comme l'Inde que l'on trouve des femmes ancrées à la fois dans la nature et dans une culture ancestrale. Par rapport aux civilisations avides de croissance et

promises à l'effondrement, les civilisations éternelles offrent quelque chose de très particulier : elles incarnent la capacité de renouvellement, de guérison, la possibilité de prendre et de recevoir, de construire et de créer.

Mais je suis persuadée que les femmes du Nord sont tout aussi concernées par l'environnement. Même au sein des sociétés les plus avancées, c'est aux femmes qu'on laisse le soin de s'occuper des enfants, de la maison et de la santé. Une étude remarquable faite à Helsinki a démontré que, quel que soit le critère adopté — le temps, l'énergie ou le travail — ce sont les femmes qui font marcher la société et l'économie finlandaises. On a tort de penser que les mères de famille sont improductives, qu'elles ne travaillent pas. On dit souvent que les femmes au foyer ne travaillent pas, alors qu'en fait elles fournissent autant de travail que n'importe qui.

La nature incarne à mes yeux toutes les forces vives, tout ce qui soutient la vie, les systèmes écologiques qui rendent la vie possible. Tout cela est bafoué partout, à la ville comme à la campagne, avec les dangers des radiations, les déchets toxiques, l'eau contaminée et l'air pollué. Nous avons besoin de ces sources vivifiantes que sont l'air pur, l'eau pure, la nourriture saine, où que nous soyons.

■ *Serions-nous sur le point de nous mutiler en perdant de notre capacité à nous régénérer ?*

— La notion de « principe féminin » n'est fondamentalement qu'une traduction du mot *prakiti*, une force qui se trouve dans la nature et dans toutes les formes de vie qui nous entourent, qui existe chez l'homme et la femme. Selon moi, l'essor du patriarcat moderne a eu tendance à mutiler le principe féminin dans toute sa plénitude, et a notamment tenté de le refouler complètement chez l'homme. Dans une certaine mesure, l'essor d'un type masculin de connaissance, de production et de domination a permis de détruire ce qui était essentiel à la société — aux hommes comme aux femmes. Heureusement, toutefois, que les patriarques qui s'imaginent gouverner des êtres dociles (les femmes et la nature) n'ont jamais réussi à éliminer tout à fait cette force vitale.

Ils ont pu la déformer, l'étouffer, mais jamais la détruire tout à fait.

Je ne peux m'imaginer que ces forces créatrices de la nature féminine puissent à nouveau s'épanouir et s'exprimer pleinement sans affecter aussi les hommes. Il auront le choix entre deux solutions : soit ils réagiront violemment vis-à-vis de l'insécurité et du sentiment de médiocrité que cet épanouissement fait naître ; soit, comme il faut le souhaiter, un nombre croissant d'entre eux se rendront compte de leur appauvrissement, et reconnaîtront le principe féminin comme une force créatrice qui fait passer l'éducation avant la domination, la survie avant la destruction, les valeurs d'expérience et le savoir empirique avant les abstractions et les grandes théories. Ce sont là des valeurs suffisamment universelles pour que les hommes les reconnaissent et les soutiennent.

■ *Etes-vous en train de dire que l'on devrait rejeter toute connaissance scientifique à dominante masculine ?*

— Notre société industrielle contemporaine est historiquement la seule qui n'a pas la force morale de dire non, qui se sent tenue de faire les choses dès lors qu'elle en a le pouvoir. Au contraire, la philosophie indienne consiste à dire : « C'est très bien d'avoir le pouvoir, mais il est important d'avoir aussi assez de discernement pour en faire bon usage. » Une société doit être à la fois capable d'agir et de juger des moyens qu'elle emploie, et de subordonner ses actes à ses valeurs morales.

Je crois que la multiplicité des choix permet de décider de ce qui est nécessaire et souhaitable et de ce qui ne l'est pas, de ce qui est bien ou non. Si on offre aux gens avec honnêteté et rigueur la possibilité d'un tel choix, dans le respect de la qualité de la vie et de l'idéal de participation, je suis sûre que les gens la saisiront. Il faut aussi savoir que les scientifiques se trompent autant que n'importe qui et que la science et ses institutions se prosternent le plus souvent aux intérêts économiques, la structure du pouvoir étant étroitement calquée sur celle de la connaissance. De nombreuses technologies sont au service des intérêts

économiques dominants et ignorent l'écologie et la morale. Les femmes, quant à elles, ont déjà fait leur choix.

■ *L'exploration d'autres planètes a-t-elle vraiment sa place dans un univers où les mots d'ordre seraient la qualité de la vie, le bonheur, le partage et la satisfaction des besoins fondamentaux ?*

— C'est très bien d'explorer. Ce qui est injuste, c'est de justifier la recherche spatiale en affirmant que cela va nous aider à résoudre les problèmes de notre planète. Ce qui est immoral, c'est d'invoquer les besoins des gens pour justifier l'exploration de l'espace. On devrait apprécier les projets spatiaux pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire le caprice d'un groupe très privilégié de gens et de pays. Chacun a le droit de jouer les astronautes, mais cela ne signifie pas que tout le monde doit contribuer à l'entreprise. Il faudrait aussi parler des objectifs véritables de tels programmes, qui ne sont pas entrepris exclusivement par amour de la science, mais souvent aussi à des fins militaires.

■ *Que pensez-vous de l'opposition entre une gestion planétaire globale de l'environnement et l'approche locale de l'écologie ?*

— Les peuples dits « primitifs » ont toujours possédé un sens de la cosmologie planétaire, comme si chacune de leurs actions impliquait la planète tout entière. Même les communautés les plus isolées ont toujours eu une vision cosmique de notre planète et d'un certain équilibre à préserver. En ce sens, le local a toujours englobé le planétaire. Il est immoral de priver les communautés locales de leur conscience planétaire.

■ *Comment les communautés locales vivent-elles ou exploitent-elles leur intuition planétaire ?*

— Les rapports entre les planètes, ce qui décide du moment des semailles ou de l'alternance des cultures, sont à la base de tous les systèmes traditionnels d'agriculture. Autre exemple : beaucoup de paysans possèdent une sorte de savoir scientifique qui leur permet de deviner au comportement de certains insectes l'imminence



d'une inondation et leur permet de s'enfuir à temps. Mais cela, c'est déjà du passé puisque les pesticides ont détruit tous ces indicateurs vivants. Nous croyons créer des systèmes plus fiables que les systèmes traditionnels, alors qu'ils sont en fait plus vulnérables.

Il me semble que la société industrielle s'est appauvrie de deux façons. Ethiquement, c'est la seule société qui ne distingue pas le bien du mal, ne donne pas la possibilité de dire non, qui n'a ni critères ni valeurs, ni rien qui impose des limites à l'action. Ensuite, elle ne semble pas se rendre compte que ses systèmes sont essentiellement fondés sur des formes d'organisation extrêmement vulnérables. Ces systèmes, sans qu'on sache pourquoi, s'effondrent au moment où on en a le plus besoin. Si mon rapport à la nature est tel qu'il me permet de savoir et de sentir ce qui se passe ou va se passer dans le monde, cela m'aide à me diriger et à me protéger, mais également à diriger et à protéger mes semblables et les

autres êtres vivants. Je dispose aussi d'indicateurs fiables qui me permettent d'agir en pleine connaissance de cause. On a créé des satellites et des réseaux informatiques pour remplacer ces indicateurs jugés peu fiables, alors qu'ils étaient beaucoup moins fragiles.

■ *De quel pouvoir peuvent bénéficier les femmes ? Comment peuvent-elles changer les choses, améliorer leurs vies et leur environnement ?*

— Tout d'abord, elles ne doivent jamais douter d'elles-mêmes et de leur savoir. Je suis persuadée qu'au moment où les sources himalayennes étaient en train de se tarir, les femmes ont su que cela était lié à la déforestation et n'ont jamais voulu en démordre, même lorsque les gardes forestiers leur affirmaient qu'il n'y avait aucun lien entre l'abattage des arbres et le débit des cours d'eau. Les femmes ont en elles une force de résistance inébranlable, qui les rassure sur leur savoir, leurs

valeurs, préserve leur confiance en elles et les empêche de se sentir inférieures. L'idéologie dominante transforme tous les problèmes à multiples facettes en une interrogation tranchée, imposant ainsi son propre choix aux gens. Tout n'est pas blanc ou noir. Il me semble important aujourd'hui de savoir élever la voix pour dire que les choses auraient pu être différentes, même si l'on se sent impuissant. Je ne pense pas que l'abondance de choix suffise à enrichir la vie des gens. Pour moi, ce sont les critères du choix qui comptent. Multiplier les options, c'est un peu adopter la même politique que les supermarchés pour séduire leurs clients. Ce qui est important, c'est de savoir quand on ne fait pas le bon choix, et cela n'est possible que si l'on a su préserver son libre arbitre. Le fait d'être proche de la nature et de s'en rapporter à elle est la meilleure attitude morale pour choisir en connaissance de cause entre les différentes options scientifiques et technologiques. ■

Paroles de femmes

COMMENT les femmes, toujours et partout si proches de la nature, réagissent-elles aujourd'hui à la crise écologique qui nous atteint dans notre vie quotidienne ? Leur familiarité séculaire avec la terre, l'instinct qui les pousse à protéger et soutenir la vie tout autour d'elles, ne les rendent-ils pas particulièrement attentives aux problèmes d'environnement ? A ces questions, les auteurs de ce numéro tentent d'apporter des éléments de réponse, accompagnés de nombreux témoignages.

En parcourant ces pages, on s'apercevra que les femmes sont parmi les premières victimes des dégradations de l'environnement, et parmi les premières aussi à se mobiliser contre elles. En vertu de quoi, elles revendiquent toute leur place dans l'élaboration des stratégies d'action écologique. Elles proclament que si la nature n'appartient pas à l'espèce humaine, l'espèce humaine, elle, est vitalement tributaire de la nature.

Les femmes qui s'expriment ici s'autorisent de l'expérience de beaucoup d'autres, que préoccupent la santé des populations, l'état des terres et des eaux, le gaspillage des ressources, l'érosion des valeurs, l'avenir des sociétés. A la ville ou à la campagne, elles suggèrent ce qu'il faut faire pour rétablir l'équilibre naturel. Conscientes de la situation écologique planétaire, c'est cependant au niveau local qu'elles ont choisi d'agir pour que les choses commencent à aller mieux.

Elles nous mettent en garde contre les notions de croissance et d'expansion illimitées. Elles s'élèvent contre la marginalisation de populations et de nations entières, au Nord comme au Sud. Elles s'insurgent contre la disparition de la diversité biologique et culturelle, dénoncent les mécanismes économiques et le bellicisme responsables de la dégradation de l'environnement, du déplacement des populations, de la surconsommation, de la dette et de la pauvreté.

Elles s'engagent, enfin, à entretenir avec la nature des rapports fondés sur une réciprocité propice à sa régénération, sur une alliance, sans exclusive aucune, entre les cultures, les religions, les classes, les langues et les sexes.

A tous ces titres, leurs paroles méritent d'être méditées, discutées, approfondies. Et d'abord, d'être entendues. ■

JUDITHE BIZOT

JUDITHE BIZOT, sociologue des Etats-Unis, ancienne fonctionnaire de l'UNESCO, travaille actuellement avec diverses organisations non gouvernementales vouées à la protection de l'environnement et à l'action communautaire. Elle est la consultante spéciale de ce numéro



L'alliance des femmes avec la nature

par Perdita Huston



« Les femmes savent d'instinct qu'une société qui se détourne de la nature est condamnée. »

DÉPUIS l'aube de l'humanité, les femmes ont toujours été proches et dépendantes de la nature. Dans les premiers groupes pratiquant la chasse et la cueillette, c'étaient les femmes qui recueillaient les graines, fruits et racines destinés à nourrir leur famille et leur communauté. Pour survivre, il fallait une connaissance intime de la nature et ses lois, et c'est encore vrai à bien des égards aujourd'hui. Les femmes savent d'instinct qu'une société qui se détourne de la nature est condamnée et beaucoup sont persuadées qu'à l'heure actuelle, les forces dominantes de notre société planétaire sont en contradiction avec les exigences naturelles.

Partout on assiste à la surexploitation, à l'appauvrissement et à la pollution des ressources naturelles. On ne compte plus les exemples d'industrialisation sans frein aux conséquences désastreuses, de la pollution des cours d'eau et des lacs à la tragédie de Bhopal, où des émanations de gaz toxiques ont tué des milliers de personnes en 1984. Tout aussi évident est le lien entre un développement économique anarchique et la diminution massive de la couverture forestière, l'appauvrissement des sols et de la diversité biologique, sans parler des horreurs de la guerre chimique et des essais nucléaires.

Des femmes allaitantes découvrent que leur lait est contaminé par la dioxine, que l'eau de source est polluée par les engrais chimiques et les insecticides. On leur dit que le soleil, source de vie, devient dangereux à cause de la diminution de la couche d'ozone, et que tous les enfants sont menacés de maladies génétiques dues à la pollution de l'environnement. Les femmes qui constatent ces phénomènes ne se reconnaissent pas dans une société qui ignore les forces de la nature et demeure aveugle à sa beauté. Elles ont peur que leurs enfants soient privés du spectacle de la multiplicité des créatures et de la musique du chant des oiseaux.

L'histoire a légué aux femmes une autre peur. Depuis des millénaires que les hommes se battent entre eux, souvent pour se disputer les richesses naturelles, ce sont elles qui doivent relever les ruines, replanter les champs dévastés, soigner les malades et les blessés et assurer la continuité. Rien n'a changé à cet égard.

Mais les ressources de la planète s'épuisent,

alors que la population mondiale augmente. La lutte pour l'accès à des ressources limitées risque de déboucher sur de nouvelles guerres économiques. Cette pression croissante est sensible aujourd'hui dans les bassins du Nil et de l'Euphrate, mais aussi en Europe où la pollution transfrontière des sols, des eaux ou de l'atmosphère est une source de malaises et de frictions entre les nations, et dans les mers du globe où les bateaux de pêche industriels des pays riches font main basse sur les richesses halieutiques des populations insulaires et côtières des pays pauvres.

La peur de l'avenir — d'un environnement naturel empoisonné par la pollution et de la violence qu'elle engendre —, voilà ce qui unit aujourd'hui les femmes du monde entier.

Margarita Arias, ancienne présidente du Costa Rica, a su donner une dimension nouvelle à l'expérience féminine dans ce domaine en déclarant : « Nul n'a plus que les femmes le droit de parler en faveur de l'environnement. Qui, mieux que celles qui ont dû se battre pour le droit de protéger leur propre corps de la violence, peut comprendre ce que signifie vraiment le viol et le pillage de nos forêts, de nos rivières et de nos terres ? » Ces mots, qui font écho à l'expérience la plus intime et au vécu des femmes, expliquent aussi pourquoi celles-ci se montrent sceptiques quand on vient leur dire que la croissance démographique incontrôlée est l'unique responsable de la dégradation de l'environnement.

Mais alors, qui sont les coupables ?

C'est vrai que dans certaines régions, la croissance démographique excède largement la capacité d'accueil des communautés ou des nations. C'est vrai aussi que dans certains pays au taux de natalité élevé, la pression démographique sur un écosystème déjà fragile atteint quasiment le point de rupture. Mais n'oublions pas qu'un nouveau-né des pays riches absorbe une part incomparablement plus grande des ressources naturelles du monde qu'un enfant pauvre d'un pays en développement. Et les complexes industriels et commerciaux les plus dispendieux et les plus pollueurs ont également plus de chance d'être implantés dans des pays hautement industrialisés. Pour bien

PERDITA HUSTON, de nationalité française et américaine, a dirigé le Programme pour la population et le développement viable de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. Auteur de *Third World Women Speak Out* (les femmes du tiers monde prennent la parole), elle fait actuellement office de consultant auprès du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme



saisir le problème de la pollution dans toute sa complexité, n'oublions pas qu'à côté de l'explosion démographique, certaines habitudes des sociétés de consommation sont cause de la dégradation de notre environnement.

Quelles sont les principales menaces écologiques qui pèsent sur les organismes vivants de notre planète ? La diminution de la couche d'ozone, qui nous protège des radiations solaires et les changements climatiques qui risquent d'entraîner une hausse du niveau des mers et le bouleversement de la carte de l'agriculture mondiale. Plutôt que d'en rejeter la responsabilité sur la masse des pauvres, il serait plus réaliste d'accuser la pollution industrielle, l'usage de produits chimiques toxiques et des carburants fossiles, non moins que le silence que gardent les autorités responsables sur les conséquences de ces pratiques.

Les habitudes de consommation des pays riches, les dépenses militaires et la pauvreté, voilà les principales sources des pressions exercées sur l'écosystème. Il suffirait donc de réduire la consommation des plus riches et d'affecter à la lutte contre la pauvreté, à l'éducation et à l'aide sociale une partie des sommes englouties dans les armements pour atténuer les pressions sur notre environnement planétaire.

Des centaines de millions de femmes n'ont pas accès aux services de santé infantile ou à la contraception. Elles sont 500 000 qui meurent chaque année en couches ou des suites d'un accou-

« Les femmes... fournissent gratuitement, au foyer ou ailleurs, un travail sans salaire et donc sans valeur depuis la nuit des temps ». Ci-dessus, lavandières à Sumatra (Indonésie).

chement. Des millions d'autres resteront malades ou handicapées à vie. C'est là un scandale sanitaire qui a trop longtemps été passé sous silence. Si l'on fournissait aux 300 à 500 millions de femmes qui souhaitent maîtriser leur fécondité les soins et les moyens nécessaires, on améliorerait leur santé tout en réduisant les taux de natalité. Encore faut-il le vouloir, et se doter des moyens nécessaires.

Le pillage des « dons » de la nature

Les femmes voient dans l'ordre économique mondial sous sa forme actuelle le principal responsable de la dégradation de l'environnement. L'aspect tentaculaire, planétaire, du système actuel est bien connu, et dans l'économie de marché dite libérale, où tout est subordonné au profit, il est trop facile de mépriser la nature ; après tout, ses « dons » sont gratuits.

Qui comprend ce raisonnement mieux que les femmes, qui fournissent gratuitement, au foyer ou ailleurs, un travail sans salaire et donc « sans valeur » depuis la nuit des temps ? Dans la comptabilité nationale, la valeur monétaire de l'apport économique des femmes en tant qu'agricultrices et commerçantes au sein de l'entreprise familiale, mais aussi comme infirmières, cuisinières, laveuses, repasseuses, et bien sûr mères, épouses et auxiliaires d'enseignement, n'est jamais prise en compte dans le Produit national brut (PNB). Les femmes savent depuis toujours que la société

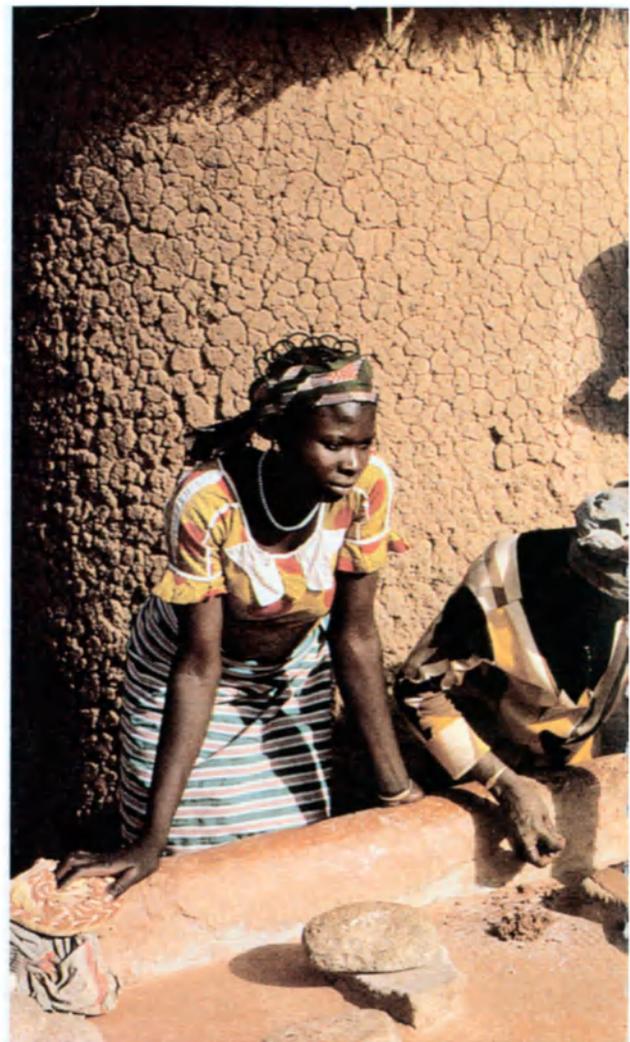
n'attache guère de prix à ce qui peut être obtenu pour rien. C'est ce qui est arrivé avec la nature. Nous vivons dans un monde où le pillage de l'écosystème, qui est la source de toute vie, est organisé au bénéfice d'une minorité.

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, les paysans ruinés affluent vers les villes surpeuplées. En Europe et aux Etats-Unis, l'agriculture industrialisée est en train de sonner le glas des exploitations familiales. Rien que dans l'Etat d'Iowa, 20 000 fermiers ont mis la clé sous la porte ces dix dernières années parce qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient plus affronter la concurrence des tenants d'une agriculture axée sur le profit, ultra-moderne, ultra-mécanisée et grosse consommatrice d'engrais. Tout comme leurs frères des pays en développement, ces agriculteurs et leurs familles sont souvent obligés d'aller chercher du travail dans un environnement urbain indifférent ou hostile.

L'« aide » internationale des pauvres aux riches

Les pays pauvres écrasés par le poids de la dette se voient contraints d'adopter les politiques d'ajustement structurel imposées par les organismes de prêt multilatéraux. Cela implique notamment de réaménager le budget national pour rembourser les échéances. Trop souvent, cela aboutit à rogner sur les dépenses sociales, privant ainsi les familles de services essentiels en matière de santé, d'éducation et de contrôle des naissances. En outre, par un retournement

Ci-contre, broyage de noix de karité, au Burkina Faso.
Ci-dessous, initiation à l'emploi des pesticides, atelier organisé en octobre 1991 à Sumatra (Indonésie) par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Page de droite, une mère allaitante dans une pépinière de la vallée de Paro, au Bhoutan.





ne cesse de se creuser entre le niveau de vie des pays industrialisés et celui des pays prétendument en développement les préoccupe. Elles savent que des millions de leurs sœurs doivent marcher chaque jour pendant des heures pour ramasser les quelques brindilles qui leur permettent de réchauffer leurs maigres repas, tandis que d'autres disposent d'un ouvre-boîte électrique et d'un four à micro-ondes pour préparer des aliments saturés de produits chimiques. Aucune femme ne peut accepter les inégalités qui frappent les enfants du monde en matière de nutrition, d'éducation, de soins de santé et de perspectives d'avenir. Des dizaines de millions d'enfants clochardisés dans les rues des grandes villes témoignent de l'échec d'une certaine idée du développement.

C'est pourquoi elles demandent des comptes aux gouvernements et aux multinationales. Constatant combien on les a tenues sous-informées des dangers du monde contemporain, elles s'identifient à toutes les victimes ignorantes de la pollution chimique, due à des entreprises industrielles anonymes ou à des activités militaires dont les effets désastreux pour l'environnement sont passés sous silence au nom de la sécurité de l'Etat. Elles dénoncent cette conception surannée de l'intérêt national qui ne correspond plus à la réalité du monde moderne. Les stratégies du pouvoir fondées sur l'armement, la conquête des marchés et l'hégémonie géopolitique sont à l'origine même des problèmes qui mettent en danger les écosystèmes.

C'est pourtant simple : il ne peut y avoir désormais de sécurité nationale sans sécurité

absurde de la notion d'aide, les pays pauvres en arrivent à exporter leurs maigres richesses, en ressources naturelles et capitaux, pour rembourser la « dette nationale » aux banques commerciales des pays riches.

Lors d'une série de rencontres préparatoires en prévision de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, des femmes de tous horizons culturels et de toutes nations, écologistes, assistantes sociales, politiques, féministes, ont pu confronter leurs points de vue. Cela leur a permis de constater leur accord sur les causes et la gravité de la crise humaine et écologique que nous connaissons aujourd'hui. Qu'elles viennent du monde dit en développement, des pays industrialisés ou des nouvelles démocraties d'Europe de l'Est, elles expriment toutes les mêmes inquiétudes sur l'état du monde. Comme si elles reconnaissaient que les barrières géographiques et politiques n'ont plus de raison d'être face à la menace commune qui remet en cause la survie de l'espèce.

Elles dénoncent le modèle de développement qui est responsable d'effets aussi désastreux. Non content d'être déséquilibré et injuste, l'ordre économique international détruit les écosystèmes naturels et les sociétés qui en dépendent.

Ces femmes n'hésitent pas à dénoncer les liens entre la politique économique mondiale et l'appauvrissement naturel et humain. Le fossé qui



globale de l'environnement. Aucune arme ne peut nous assurer l'équilibre écologique planétaire. Si nous voulons continuer à vivre sur la Terre, et en paix avec elle, la seule solution est de changer nos habitudes de vie et nos valeurs, afin de protéger la nature et d'élaborer des industries et des énergies respectueuses de l'environnement. La défense de l'écosystème est un droit fondamental qui exige un changement radical d'attitude et de comportement des responsables à tous les niveaux. Mais ceux qui mènent le monde continuent, comme si de rien n'était, à prendre en secret des décisions qui affectent le sort des océans, des régions polaires, des forêts et même de l'air qui nous entoure.

En juin prochain, des délégations du monde entier vont se réunir au Brésil et ce premier « Sommet Planète Terre » qu'est la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement leur offrira l'occasion de définir une politique mondiale du développement et de l'environnement pour le 21^e siècle.

Certes, la Conférence constitue un point de ralliement pour tous ceux que préoccupe l'avenir de notre planète, mais les participants sauront-ils comprendre que notre survie exige que nous redéfinissions notre conception du développement et ses valeurs sous-jacentes, que nous réaménagions l'équilibre économique mondial pour préserver les droits de l'homme et ceux de l'environnement ? Ce « Sommet Planète Terre » va-t-il enfin susciter cette imagination et ce courage politiques qui ont tant fait défaut jusqu'ici ?

Le développement doit être fondé sur le respect des droits et de la dignité de l'homme et de la nature. Il faut remplacer la politique actuelle du « tout économique » par les stratégies d'un développement viable, axé sur l'intérêt bien compris des populations et le respect de l'environnement.

Cela implique une révision, certes coûteuse, de nos habitudes et de nos ambitions. Mais rien faire serait plus coûteux encore.

Changer la vie sur la terre

Lors de l'Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement et du Congrès mondial des femmes pour une planète saine, tenus à Miami (Etats-Unis) en novembre 1991 (pp.27 et 37), les déléguées ont dénoncé l'énergie nucléaire et réclamé le boycott des industries et des produits qui ne respectent pas l'environnement. Elles ont estimé que l'annulation des dettes publiques bilatérales était la première mesure à prendre pour soulager l'économie des pays pauvres, écrasés par les contraintes des politiques d'ajustement structurel. Ce nouveau mouvement féministe, qui associe l'écologie aux droits de l'homme, ne pourra que prendre de l'ampleur, car il remet en question les approches sectorielles des problèmes planétaires et les idées dépassées concernant la sécurité.

La sensibilité féminine qui s'exprime dans le *Printemps silencieux*, le livre célèbre de Rachel Carson, les manifestations des féministes britanniques protestant devant la base aérienne de Greenham Common contre l'implantation de missiles nucléaires, le mouvement « Ceinture verte » au Kenya (p. 23) ou le projet de construction de logements communautaires de Guararí au Costa Rica (p. 34), finira par prévaloir. Mais les femmes ont beau proposer des solutions remarquables au niveau local, elles savent bien que leurs efforts seront vains si le pillage de la nature à l'échelon planétaire se poursuit. C'est pourquoi elles attendent aujourd'hui des gouvernements et du système des Nations Unies qu'ils coopèrent avec elles pour créer enfin un environnement planétaire harmonieux où la survie de toutes les espèces sera assurée.

■ Femmes de l'Inde aux paniers chargés de charbon.



L'enquête d'une journaliste russe dévoile une effrayante succession de catastrophes écologiques.

Il y a un an, j'ai proposé aux lecteurs de la revue de vulgarisation scientifique *Znanie-sila*, où je tiens la rubrique « Carte écologique », de répondre aux questions d'une enquête sur l'écologie. Jamais, en vingt ans de collaboration à cette revue, je n'avais reçu autant de lettres. Elles m'étaient adressées des quatre coins de la Russie, et aussi des autres républiques, aujourd'hui des Etats, par des hommes et des femmes de profession et d'âge très variés. Mais ce sont les femmes qui ont écrit avec le plus de détails et d'émotion.

Lorsque j'ai étalé toutes ces lettres devant moi, lorsque j'ai « écouté » tous les participants à cette sorte de « table ronde » à distance, j'ai été bouleversée par la masse d'informations effrayantes qui me tombait dessus.

Zoïa Islamova m'écrivait de la ville de Kasli-5, dans la région de Tcheliabinsk, au sud de l'Oural. Zoïa a été victime d'une catastrophe nucléaire bien antérieure à celle de Tchernobyl. L'explosion en question s'est produite le 29 septembre 1957 dans la réserve de déchets radioactifs du combinat de chimie « Maïak » et a rejeté en surface près de 20 millions de curies de radioactivité. « Personne, écrit Zoïa, ne nous a dit ce qui avait explosé, et il était interdit d'en parler. Les villages voisins ont été évacués, ceux qui refusaient de partir expulsés de force et leurs maisons incendiées, alors même que mettre le feu était la dernière des choses à faire. Nous n'avons su exactement ce qui avait explosé qu'en 1989, lorsqu'on a commencé à parler de tout cela dans les journaux et à la télévision. Le bruit a couru qu'on devait aussi évacuer notre ville, mais cela serait revenu trop cher à l'Etat et on nous a laissé vivre sur place, comme des lapins de laboratoire. Les endroits où il y avait des traces de radioactivité ont été transformés en zones protégées. Mais beaucoup de gens n'étaient pas au courant et allaient y ramasser des champignons ou des baies. Il y avait bien des pancartes ici et là indiquant que la zone était protégée, mais des radiations, pas un mot ».

Peu de temps après l'accident, Zoïa est tombée gravement malade ; son mari, également souffrant, est désormais invalide. « Nous avons en ville un très grand nombre de malades: asthme bronchique, allergie, maladies de la peau, maladies de l'appareil digestif, des articulations. Les médecins n'ont jamais mesuré notre degré d'irradiation et ne font pas le lien avec l'explosion de 1957. Alors que tous, nous estimons que c'en est la consé-

quence. Nous n'avons plus confiance en qui que ce soit et je ne crois plus à rien ni à personne. La vie m'épouvante et me pèse... ».

Le sud de l'Oural est le seul endroit au monde à avoir subi trois catastrophes nucléaires. Déjà avant l'explosion de 1957, les déchets radioactifs de la production nucléaire étaient directement déversés dans la Tetcha. Quand les gens ont commencé à être malades, on en a évacué une partie, mais d'autres vivent toujours sur les bords de la Tetcha. Au printemps 1967, il y a eu une nouvelle catastrophe. Un vent violent a fait s'envoler des éléments radioactifs des rives desséchées du lac Karatchaï, qui servait de décharge ouverte pour les déchets radioactifs. Près d'un million



Hiroshima, dessin de Jolja Stepanenko (10 ans), de la région de Tchernobyl.



d'individus ont, d'une façon ou d'une autre, souffert des radiations.

Le sud de l'Oural est une monstrueuse poule radioactive. Au milliard de curies déjà accumulé, notamment dans des retenues d'eau à ciel ouvert, s'ajoutent d'autres dépôts de matières irradiées. Les conteneurs vieillissent d'année en année, or ils contiennent du plutonium! Personne n'est à l'abri d'une nouvelle catastrophe. Devant un danger aussi redoutable, les gens ne restent naturellement pas les bras croisés. Parmi les plus actifs à chercher une solution à une situation aussi terrible, Natalia Mironova, député du Conseil régional de Tcheliabinsk, dirige le mouvement « Pour la sécurité nucléaire » ; elle considère qu'il est essentiel de révéler au monde la vérité sur une catastrophe nucléaire qui a été soigneusement tenue secrète, mais qui est tout à fait comparable, en importance, à celle de Tchernobyl.

« Je veux hurler ! »

Mais il n'y a pas que l'Oural qu'on puisse comparer à Tchernobyl: il y a des Tchernobyl partout dans le pays, comme en témoigne cette lettre venue de Semipalatinsk, une ville de ce qui est désormais l'Etat du Kazakhstan : « Je ne veux pas seulement le dire, je veux le hurler! Actuellement on parle beaucoup de Tchernobyl. C'est un très grand malheur. Mais ce malheur-là, nous, nous le vivons depuis 1949 ! Jusqu'à la signature de l'accord interdisant l'expérimentation de l'arme nucléaire, il y a eu ici des expériences terrestres et aériennes ! Seul le ministère de la Défense sait combien il y a eu d'Hiroshima chez nous. C'est chez nous qu'a été expérimentée la bombe à hydrogène. Et tout cela quarante ans durant, à cent kilomètres de la ville. Combien de vies ont été emportées toutes ces années, et combien de destins brisés...»

« Je ne connais pas les chiffres de la mortalité infantile dans notre région, mais il suffit d'aller au cimetière » poursuit le monteur en électricité S. Maïdanov. « Et il n'est pas besoin de connaître les statistiques sur les maladies infantiles. Allez donc à la consultation de pédiatrie et bavardez dans les longues files d'attente avec les mères, qui n'ont plus d'yeux pour pleurer. Plus d'une fois, j'ai entendu les médecins dire que les enfants souffrent d'un pourcentage très élevé de maladies du sang. Beaucoup naissent avec des extrémités monstrueuses et psychiquement atteints. Il me semble bien que sur la carte écologique, notre région doit être marquée en noir ».

Il y a, hélas, beaucoup trop de ces taches noires sur la carte écologique de mon pays, et elles s'étendent de plus en plus. Dans mon enquête, j'avais demandé aux lecteurs de donner une appréciation de la situation écologique des endroits où ils vivent. Sur cent lettres prises au hasard, les estimations se répartissent ainsi : catastrophique : 19, grave : 43, non satisfaisante : 25, satisfaisante : 12, favorable : 1. Ainsi donc, les deux tiers des auteurs de ces lettres vivent dans des conditions pour le moins difficiles! La plupart d'entre eux habitent



L'assèchement de la mer d'Aral, qui a perdu 40% de sa superficie depuis 1960 du fait de l'irrigation massive des champs de coton le long de ses fleuves tributaires, a pratiquement ruiné l'industrie de la pêche, base de l'économie locale.

les grandes agglomérations industrielles de la Volga, de l'Ukraine, de la Russie centrale, de l'Oural, de la Sibérie. Et tous, sans exception, estiment que la situation écologique continue à se dégrader, même dans le cas où elle est déjà jugée catastrophique, et alors même qu'on pourrait croire qu'elle ne saurait être pire!

Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? avais-je demandé dans mon enquête. « Les forêts ! les prés ! les rivières ! le ciel bleu ! la vie ! » s'exclame en réponse V. Sergeev, un écolier de la ville de Nijnekamsk. La vie, la santé, tout particulièrement celle des enfants, c'est là la plus grande douleur de la majorité de ceux qui m'ont écrit, de toutes les femmes qui ont réagi. Et bien que notre médecine officielle s'applique systématiquement à ne pas faire le lien entre l'état de l'environnement et la santé, personne n'est dupe : « L'état de l'air est alarmant : la ville est pleine de malades des poumons, d'asthmatiques. Mon fils souffre de bronchite chronique accompagnée d'asthme. L'état de l'eau est alarmant: les dents, les reins sont malades. Ma fille est malade depuis sa petite enfance. Ses dents sont toutes noires. Une personne sur deux est allergique » m'écrit une cor-



vigne se retrouve sans feuilles, les concombres et les tomates se racornissent. Ce n'est pas de l'eau qui tombe du ciel, mais de l'acide... » dit la lettre de F. Babitcheva, qui habite non loin de Volgograd. Et voici ce qu'écrit, de Volgograd même, une autre femme, E. Sokhina, géographe de métier: « On observe dans la ville un accroissement important du taux de formations malignes. C'est un indice absolu de la qualité de l'eau, de l'air, des aliments, des modifications génétiques. »

« Chaque année, il y a 5 000 cancéreux de plus »

Beaucoup de lettres viennent de Sibérie, par exemple cette lettre d'une enseignante de l'Institut polytechnique de Tomsk, V. Kleinina : « Cette situation catastrophique est le résultat de l'industrialisation des années de la guerre, des décisions irréfléchies prises par les autorités, de l'incapacité et de l'irresponsabilité des dirigeants. La ville a été fondée en 1604 au bord de ce qui fut la Toma, une rivière qui était réputée pour l'abondance et la qualité de ses eaux poissonneuses et sa beauté. A l'heure actuelle, elle pourrait tout aussi bien s'appeler la Phénol. Les maladies des reins, de l'estomac, les cancers ont fait un bond spectaculaire. » Le tableau est analogue à Vladivostok : « Chaque année il y a dans la ville 5 000 cancéreux de plus... » écrit un médecin. Mais à quoi bon poursuivre ! Dans toutes ces lettres, on retrouve le même assortiment de maladies écologiques, et partout la douleur et le désespoir ; seul change le nom de la ville ou du village. Encore quelques lignes pourtant : « J'ai 17 ans... Je dois vivre ici, y élever mes enfants. J'ai peur pour la génération à venir: que va-t-il leur rester ? ». C'est la voix de Natacha Tchernichova, qui habite un petit bourg ukrainien et rêve de devenir médecin.

J'étais en Ukraine lors du cinquième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, en avril 1991. J'ai visité Jitomir, l'une des régions qui a le plus souffert des radiations. Notre guide était Inna Smirnova, qui s'occupe de l'Union de secours, laquelle regroupe les différentes associations locales qui défendent les droits des habitants des régions irradiées. Elle conduit constamment ici des gens de tous les coins du monde, pour qu'ils voient de leurs yeux et qu'ils sachent. Elle nous a amenés à Naroditchi, un bourg noyé sous les jardins en fleurs où il est impossible de vivre. Au centre du bourg désormais quasiment abandonné il y a un monument d'un nouveau genre : le tronc rongé par l'incendie d'un immense sapin avec une croix noire, un carillon en bois avec des cloches, des pierres tombales noires. Mais ces pierres ne portent pas le nom d'êtres humains, elles portent ceux des bourgs et des villages morts, anéantis à jamais par les radiations. Dans la seule région de Naroditchi, 13 000 personnes ont été évacuées, soit la moitié de la population. Je viens de recevoir de là-bas un article du docteur Kononov. En 1990, dans la région de Naroditchi, la mortalité a été deux fois supérieure à la natalité. Des vingt-deux arrondissements de la région

respondante anonyme de la ville de Dzerjinsk, un centre de « chimie lourde » situé non loin de la Volga. Plus loin, elle ajoute ces lignes terribles : « Je ne cesse de me demander où tout cela nous mène. Et je pense aussi que les femmes sans enfants sont moins coupables que moi, qui en ai eu deux que je condamne ainsi à vivre dans un marécage d'immondices, exposés et sans défense. Les enfants sont malades, perdent leurs cheveux, meurent. Ils sont déjà empoisonnés dans le ventre de leur mère pour peu que celle-ci travaille dans une usine chimique. Les gens baissent les bras, tous se sont faits à l'idée qu'on ne peut plus rien... »

Un nombre particulièrement élevé de lettres provient des bords de la Volga, ou plutôt de ce qui fut jadis la grande Volga russe, et qui est aujourd'hui défigurée par des barrages gigantesques, transformée en égout de la production militaire et industrielle. « Nous ne nous baignons pas dans la Volga, nous n'en mangeons pas le poisson, et la nuit, surtout les jours fériés, c'est irrespirable. Les jours fériés, quand il n'y a personne, les usines se débarrassent des déchets polluants. L'été, après la pluie, les feuilles sur les arbres sont noires, la



L'usine de papeterie d'un centre d'exploitation forestière à Bratsk en Sibérie (Fédération de Russie).

de Jitomir, quatre seulement ont vu leur taux de population s'accroître légèrement, les autres constatent plus de morts que de naissances. Qu'est-ce d'autre qu'une agonie ? Et c'est la même chose dans beaucoup d'autres régions qui n'ont pas été obligatoirement touchées par les radiations.

Réveiller l'instinct de conservation de l'espèce

Que pouvons-nous donc faire, nous autres femmes, face à un danger aussi menaçant ? Avant tout, me semble-t-il, crier de toutes nos forces pour donner l'alerte, réveiller l'instinct perdu de conservation de l'espèce. Au premier chef, bien sûr, chez les représentants du sexe fort au pouvoir, qui en semblent singulièrement dépourvus. Nous avons eu la triste occasion de nous en convaincre le 14 mars 1990, lors d'une séance houleuse du troisième Congrès extraordinaire des députés du peuple d'URSS, où il était question de la Loi constitutionnelle sur la fonction présidentielle. A.A. Zakharenko, directeur d'école en Ukraine, s'est adressé, très ému, à cette haute assemblée : « Je demande au præsidium et au Congrès d'écouter ma proposition avec la plus grande attention ». Il suggérait que l'activité du Président de l'URSS soit évaluée tous les ans à partir de critères tels que la longévité et l'état de santé du peuple de notre pays, ces paramètres qualitatifs et quantitatifs de l'acquis laissé par la collectivité à la génération suivante. Les deux tiers des députés ont voté contre cet amendement, qui fut rejeté.

C'est l'écologie, j'en suis convaincue, qui décidera en dernier ressort de l'avenir des transformations démocratiques dans mon pays. Tout dépendra finalement de cela : réussira-t-on à survivre physiquement, à sauvegarder la santé des enfants ? Il ne faut pas, comme on l'entend trop souvent, s'attacher à résoudre les problèmes éco-

nomiques avant même de songer aux problèmes écologiques. Ils sont étroitement solidaires, et la situation est si critique que l'on risque de réagir trop tard.

Voilà ce que nous, les femmes, devons d'abord comprendre, pour pouvoir exiger des nouvelles instances au pouvoir une action efficace et rapide. Nous devons exiger le passage immédiat du pays à une voie pacifique de développement, et refuser les colossales dépenses militaires, les bombes atomiques et autres armements encore plus sophistiqués, le commerce des armes, la priorité absolue accordée à l'industrie lourde depuis les bolcheviks, les projets gigantesques et destructeurs. Exigeons l'adoption rapide d'une stratégie de survie qui donne la priorité à la santé, tant physique que morale, à la sauvegarde du fondement naturel et culturel de la vie. J'inclurais pour ma part comme l'un des fondements essentiels de cette stratégie le rejet de l'énergie nucléaire, cette énorme et tragique erreur de l'humanité. Et il faut, enfin, imposer ces critères d'évaluation de l'action présidentielle dont parlait le sage enseignant ukrainien. Sans doute serait-il judicieux de créer aussi des structures de pouvoir spéciales — et pourquoi pas un parlement des femmes ? — qui défendraient les droits des femmes et des enfants et proposeraient ainsi une alternative, absolument vitale pour l'humanité, au modèle masculin, militaire et technocratique, qui a mené le monde au bord de l'abîme.

Le malheur de mon pays est le malheur de l'humanité tout entière, qui souffre des mêmes maladies et des mêmes catastrophes écologiques. Simplement, à cause des circonstances historiques, ces processus, chez nous, se sont accélérés et nous ont conduits à leur terme logique plus tôt qu'ailleurs. Et cela, tout le monde ne l'a pas encore compris... Peut-être est-ce pour nous faire entendre raison qu'a sonné le glas de Tchernobyl ? ■

MARIA CHERKASSOVA, biologiste et journaliste de la Fédération de Russie, spécialiste des problèmes d'environnement, dirige le Centre des programmes écologiques indépendants de l'Union sociale et écologique à Moscou. Elle a publié une centaine d'articles et de livres

Le mouvement « Ceinture verte » au Kenya

par Wangari Maathai



Un projet communautaire créé et géré par des femmes.

DES milliers de Kényennes participent activement à l'effort national de protection de l'environnement qui a pris l'arbre pour symbole d'espoir, incarnant ce qu'il faut faire pour préserver l'environnement et concilier les impératifs de développement avec ceux d'un avenir viable.

Cette campagne est animée par le mouvement « Ceinture verte » lancé en 1977 sous les auspices du Conseil national des femmes kényennes (connu sous son sigle anglais NCWK) pour lutter à partir de la base contre la désertification, le

déboisement, l'érosion et la pénurie de bois de feu. Principal objectif: faire reculer le désert en encourageant la plantation d'arbres et la préservation du sol et de l'eau dans les communautés rurales. En même temps, le mouvement s'efforce de sensibiliser la population au lien de cause à effet entre la détérioration de l'environnement et la pauvreté, le chômage, la sous-alimentation, le gaspillage des ressources et leurs conséquences politiques et économiques funestes pour l'Afrique.

Le mouvement « Ceinture verte » est né en

Pépinière « Ceinture verte »
des environs de Nairobi.





Si vous voulez aider le mouvement
« Ceinture verte », écrivez à :
The Green Belt Movement,
P.O. Box 67545, Nairobi, Kenya

Ci-dessus, brochure du mouvement
« Ceinture verte ». Au bas, le slogan
« Moi, j'ai choisi ».
Ci-contre, ces paysannes du Kenya se
sont groupées pour tenter de
préserver des cultures vivrières sur
des terres vouées à la culture
commerciale de la canne à sucre.

1977 avec le lancement par quelques membres du NCWK d'un projet de reboisement baptisé « Harambee pour sauver la Terre », *harambee* signifiant à peu près « unissons nos forces » en swahili. Notre groupe manquait de tout: semences, personnel, moyens financiers, mais nous étions convaincues que n'importe quel habitant des campagnes a un rôle à jouer dans la défense de l'environnement.

Nous avons planté notre premier arbre en grande cérémonie le 5 juin 1977, Journée mondiale de l'environnement, à Nairobi. Depuis, le projet a suscité un intérêt croissant et les gens s'adressent à nous d'un peu partout pour se procurer des semences.

Pour les aider, nous avons joint le service des forêts du ministère de l'environnement et des ressources naturelles, qui dispose d'un réseau de pépinières couvrant l'ensemble du pays. Le haut fonctionnaire responsable nous a d'abord ri au nez quand nous lui avons annoncé notre intention de planter un million d'arbres et nous a promis tout ce que nous avons voulu. Un an plus tard, il a dû revenir sur sa promesse, car nous donnions davantage de semences qu'il n'en pouvait distribuer gratuitement. Depuis, nous payons les semences produites par le gouvernement, mais à très bon prix et avec l'aide et les conseils des services forestiers.

Le projet s'est développé par à-coups. En quatorze ans, nous avons créé plus de mille pépinières, gérées par des femmes, qui fournissent plants et semences aux paysans et aux collectivités (églises, écoles, etc.) moyennant finance. Cela a permis de créer de nombreux emplois, surtout en zone rurale. Aujourd'hui, le nombre des arbres



plantés qui ont survécu tourne autour de dix millions, avec un taux de réussite oscillant entre 70 et 80 p. cent. Le secteur emploie quelque 80 000 femmes.

Les arbres ont d'abord été plantés pour répondre aux besoins immédiats des communautés en matière de bois de feu et de construction, ou pour l'ombrage. Mais peu à peu, les gens s'aperçoivent que les arbres retiennent la terre et freinent l'érosion qui dénude les sols. Et ils savent bien que l'érosion est synonyme d'aridité, de mauvaises récoltes et de famine.

Le mouvement « Ceinture verte » s'appuie sur les compétences et les ressources locales et encourage les collectivités à prendre en main leur propre destin. Nous refusons délibérément toute ingérence directe de techniciens et spécialistes « hauts placés » de l'extérieur. Nous voulons donner confiance aux gens de la base qui se laissent trop souvent impressionner par les spécialistes et persuader par eux qu'ils sont des incapables et des demeurés.

Notre mouvement se veut à l'écoute des besoins et des problèmes du pays: nous encourageons par exemple la plantation d'arbres et d'arbustes indigènes pour protéger le patrimoine génétique des différentes régions du Kenya (voir encadré). Mais depuis quatre ans, nous avons élargi notre horizon en lançant, en consultation avec des organisations d'autres pays d'Afrique orientale, l'amorce de ce qui pourrait devenir un réseau pan-africain de mouvements « Ceinture verte ». Car nos objectifs n'intéressent pas seulement le Kenya, mais bien d'autres pays, en Afrique et dans le reste du monde. ■

WANGARI MAATHAI, écologiste kényenne, est la fondatrice du mouvement « Ceinture verte » au Kenya, dont elle assure également la coordination. Elle a reçu à ce titre plusieurs distinctions honorifiques, dont le prix Afrique 1991.



Les sept préceptes de l'action sur le terrain

En quinze ans de travail de terrain au Kenya, nous avons mis au point une procédure efficace de sensibilisation aux problèmes de l'environnement qui me paraît valable pour d'autres pays en développement, à condition d'appliquer certains préceptes de base :

• **Le message doit répondre au besoin local.**

La majorité des habitants des pays en développement sont des pauvres qui ont bien du mal à satisfaire des besoins aussi élémentaires que la nourriture, l'eau, le chauffage ou les vêtements, et qui ne s'intéresseront jamais à l'écologie présentée comme un produit de luxe. Si le mouvement « Ceinture verte » utilise l'arbre pour faire passer son message, c'est que les arbres aident les villageois à satisfaire leurs besoins essentiels. Nous encourageons les paysans à planter des arbres dans leur propre intérêt, et en travaillant avec eux nous leur montrons peu à peu que chaque arbre planté est un atout pour la communauté et pour le pays tout entier.

• **Le message doit être frappé au coin du bon sens.**

Comment convaincre des villageois pour la plupart illettrés de l'intérêt de préserver les ressources génétiques ?

Nous leur expliquons que les arbres qui poussent dans telle ou telle région du pays depuis des millénaires sont mieux adaptés aux conditions locales que les espèces étrangères d'introduction récente. Nous demandons souvent à nos interlocutrices de recenser toutes les qualités qu'elles ou leurs parents attribuent aux essences locales — vertus thérapeutiques, résistance aux maladies, rôle dans les cérémonies rituelles, etc. De telles discussions font de l'environnement une réalité concrète et immédiate de leur vie communautaire.

• **Le projet doit être honnête.**

Les gens n'appuient vraiment un projet que s'ils savent qu'il est honnêtement géré et conçu expressément dans leur intérêt.

• **La motivation est un travail de longue haleine.**

Le message écologique ne se transmet pas en un jour. Les communautés rurales mettent longtemps à se mobiliser, mais si elles croient à votre propre motivation, elles sont prêtes à vous aider et même à prendre des initiatives.

• **Le projet doit offrir des bénéfices à court terme.**

Les gens ont besoin qu'on leur montre des résultats concrets dans des délais raisonnables. Se fixer en même temps des objectifs à court et à long terme est excellent pour la dynamique du projet. Chez nous, par exemple, quand il se crée une nouvelle pépinière, les premières semences sont fournies à la communauté dans un délai de trois à six mois. Le prestige de ce résultat rejaille sur le groupe d'animatrices.

• **Il faut viser non seulement les communautés rurales, mais aussi ceux qui décident.**

Ceux qui décident, dans les pays en développement, ce sont généralement les riches, les privilégiés et les puissants, dont beaucoup ne s'intéressent à l'environnement que d'une manière toute théorique. Pourtant, leur coopération est nécessaire pour faire passer efficacement le message écologique aux pauvres des campagnes. Pour cela, il faut faire comprendre aux privilégiés qu'il est de leur intérêt de contribuer à la mobilisation des masses pour lutter contre la désertification.

Le message doit donc toucher presque simultanément les riches et les communautés pauvres. Même si l'on ne peut espérer du jour au lendemain une mobilisation sincère des puissants, il est indispensable d'obtenir leur accord verbal au projet. La mobilisation des communautés sera encore plus enthousiaste si elles ont l'appui de leurs dirigeants.

• **Créer les conditions d'un dialogue permanent.**

Quand on veut sensibiliser les communautés rurales, il faut savoir passer du rôle de maître à celui d'élève et vice versa. Nous avons tous beaucoup à apprendre les uns des autres. Il faut engager un dialogue ininterrompu jusqu'à ce que les gens soient convaincus que la défense de l'environnement est l'affaire de tous. ■

Le pouvoir de dire non

par Joan Martin-Brown



LA femme et la nature sont des pourvoyeuses de ressources occultes, l'une comme l'autre sous-évaluées. Depuis des lustres, en effet, on se déclare bien en peine de chiffrer le prix de la nature, ou du travail féminin.

L'engagement civique en faveur de l'environnement est souvent le chemin détourné par lequel les simples citoyens s'introduisent dans la gestion des affaires locales, et les femmes sont généralement les premières à l'emprunter. Leur volonté de vivre en harmonie avec la nature, de préserver sa capacité à soutenir la vie, les entraîne peu à peu, dans de nombreux pays, à remettre en cause un savoir qui tend, depuis plus de trois siècles, à se cloisonner, à se couper des valeurs du corps social, à dissocier les politiques rurales des politiques urbaines, les réalités nationales des réalités planétaires.

Les femmes sont depuis toujours un trait d'union, entre jeunes et vieux, entre le foyer et la collectivité, les fruits de la nature et les produits que l'on consomme. Si nous voulons voir le 21^e

siècle et survivre au-delà, nous devons prendre modèle sur elles pour retrouver ce qu'il y a de commun entre différentes disciplines et mieux comprendre leurs affinités. Ce que sait la paysanne de la nourriture, des végétaux et des animaux, il faudrait qu'elle puisse le partager avec le botaniste, le généticien, le technicien, le pharmacien, l'agronome et l'ingénieur qui construit des routes et des barrages dans les campagnes. La femme a son mot à dire dans la conception de l'habitat, urbain ou rural, puisqu'elle en est, dans le monde entier, la première destinataire. Sa perception des priorités sociales, de la manière dont il convient d'aborder les problèmes d'environnement, doit venir compléter et enrichir celle des hommes. En tenir compte, c'est peut-être multiplier par deux le potentiel de développement de l'humanité.

A notre époque, plusieurs civilisations, plusieurs nations se sont attachées à dominer la nature, agissant comme si elle leur était étrangère. Contrairement à ce qui se passait dans les sociétés agraires et traditionnelles, beaucoup de nos contemporains

« Soutenir ceux qu'atteint de plein fouet la crise de l'environnement... prêter leur voix à ceux qui sont réduits au silence. »



se sont sentis de moins en moins concernés par leur postérité et l'avenir de leur communauté. Notre génération est la première à se mettre délibérément, par son égoïsme, en concurrence directe avec les générations futures.

Les femmes doivent s'affirmer pour nous permettre de faire la paix avec la nature. Elles sont toujours plus nombreuses à occuper des postes de responsabilité. Aussi leur incombe-t-il tout spécialement de soutenir ceux qu'atteint de plein fouet la crise de l'environnement, de prêter leur voix à ceux qui sont réduits au silence.

Il leur appartient aussi de s'intéresser à la manière dont sont prises les décisions préjudiciables à l'environnement. Elles doivent être prêtes à éduquer, à montrer le chemin. Il y a trop longtemps que les hommes prétendent s'approprier la nature : à elles de leur apprendre à garantir

l'avenir en s'imposant de respecter ses limitations. Il ne faut plus confondre nos besoins et nos caprices : certes, la nature est là pour répondre aux premiers, mais notre obstination à satisfaire les seconds risque de nous conduire à notre perte.

Tout cela peut changer. Les femmes ne manquent pas de moyens collectifs pour guérir le monde de ses maux. Elles ont toujours le pouvoir de dire non — non à toute les formes perverses de développement ; non aux industriels qui attendent que l'on dépollue aux frais du contribuable ce qu'ils n'auraient jamais dû polluer, ou délèguent à une fiscalité et une bureaucratie pléthoriques le soin de faire face à la pollution ; non à la mort et à la maladie que véhiculent les sols, l'air et l'eau contaminés. Alors seulement, nous pourrons dire à nouveau « oui » aux générations futures. ■



L'Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement

DEVANT la multiplication des marées noires, des fuites de déchets toxiques, des catastrophes écologiques en tous genres, que peut faire le citoyen ordinaire ? Beaucoup de choses, ont répondu récemment des femmes venues de 70 pays pour échanger, dans le cadre d'une Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement, leurs expériences dans la lutte contre la dégradation de l'environnement.

Cette Assemblée qui s'est tenue à Miami, en Floride (Etats-Unis), du 4 au 8 novembre 1991, était organisée conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le réseau WorldWIDE (acronyme de World Women in Defense of the Environment), une organisation internationale non gouvernementale qui s'est donné pour objectif de promouvoir le rôle des femmes dans la gestion de l'environnement. Le but de cette réunion était, selon les propres termes de Mostafa K. Kolba, le Directeur exécutif du PNUE, de poser « des jalons pour qu'hommes et femmes puissent joindre concrètement leurs efforts afin de contribuer à la solution des problèmes d'environnement à l'échelle nationale, régionale et globale ».

Avec plus de 200 projets présentés à l'Assemblée, les femmes ont montré avec quelle autorité elles affrontaient toute sorte de problèmes aigus d'environnement. Ces réalisations, choisies pour leur caractère « peu onéreux, exemplaire et viable », allaient de la conception de fours sans fumée, de cuisinières et de serres solaires, à la lutte contre des projets préjudiciables à l'environnement — barrages entraînant l'érosion des terres arables et la contamination des nappes phréatiques ou chantiers routiers menaçant de provoquer des inondations.

Deux projets, intéressant respectivement l'Asie et l'Amérique latine illustrent bien ce qu'il est possible de faire. Dans l'Etat indien de l'Andhra Pradesh, l'épuisement des terres agricoles est lourd de conséquences : érosion de la couche arable, saturation des systèmes de drainage et remontées salines, déficits vivriers et chômage croissant dans les campagnes. Entraînées par une femme de la région, Vasanth Kanibera, des groupes de villageoises ont décidé de mettre leurs ressources en commun pour louer les terres dégradées. Aucune banque n'ayant voulu leur accorder de crédit, elles ont fini par obtenir des fonds auprès d'une association de bienfaisance.

Revenant aux méthodes de l'agriculture traditionnelle — qui présentent l'avantage de préserver la couche arable, de diversifier les cultures et d'économiser les réserves d'eau de pluie — elles sont parvenues à réhabiliter des terres épuisées par une monoculture de rapport fortement subventionnée. Ce projet, qui a fini par mobiliser 400 femmes dans une vingtaine de villages, a rendu à la production quelque 350 hectares en trois ans. Ayant fait la preuve de son intérêt économique et écologique, il a été étendu par le gouvernement indien à l'ensemble de l'Etat de l'Andhra Pradesh.

Pendant ce temps, à l'autre bout de la planète, au Brésil, une femme médecin enquêtait sur une usine métallurgique qui, en vingt ans de fonctionnement, n'avait jamais été convenablement contrôlée ; son cas est un bon exemple de lutte contre la pollution atmosphérique. Celle-ci était telle, que les taux de concentration du cadmium dans la région battaient tous les records mondiaux, suivis de près par ceux du plomb. Le fleuve qui la traversait était, lui aussi, pollué par les effluents industriels. Plus grave encore, l'usine offrait gratuitement aux familles indigentes des résidus solides de l'extraction du plomb pour le pavage des jardins, des arrière-cours et des rues. Elle distribuait, tout aussi gracieusement, les filtres de cheminées usagés, qui servaient de couvre-lits et de tapis. Dix pour cent des enfants du voisinage étaient gravement intoxiqués par le plomb et le cadmium ; 17 pour cent étaient exposés aux risques de lésions cérébrales et rénales que provoque ce type d'empoisonnement.

Tania Tavares, le médecin qui avait découvert le pot aux roses, a entrepris de remédier elle-même à la situation. Sous sa direction, une équipe de scientifiques et d'étudiants en chimie, biologie et médecine de l'Université de Bahia a étudié le problème et proposé des solutions aux autorités locales.

L'administration de l'usine a été contrainte de réduire les émissions de plomb et de cadmium, et de prendre en charge les dépenses médicales des adultes et des enfants victimes d'intoxications. Les taux de plomb ont pu être abaissés d'environ 38%, ceux du cadmium de 68%. Malgré cela, les risques encourus par la population locale restent très élevés ; aussi, le Dr. Tavares et son équipe poursuivent-ils leur enquête. ■

JOAN MARTIN-BROWN, des Etats-Unis, est une spécialiste des problèmes écologiques. Pendant plus de 25 ans, elle a occupé différents postes au sein d'organismes nationaux et internationaux pour la protection de l'environnement et la condition féminine. En 1991, elle a été la coordonnatrice de l'Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement organisée à Miami par le Programme des Nations Unies pour le développement et le réseau WorldWIDE, dont elle est la fondatrice



Peut-on se soucier de l'environnement planétaire quand on vit dans un bidonville ?

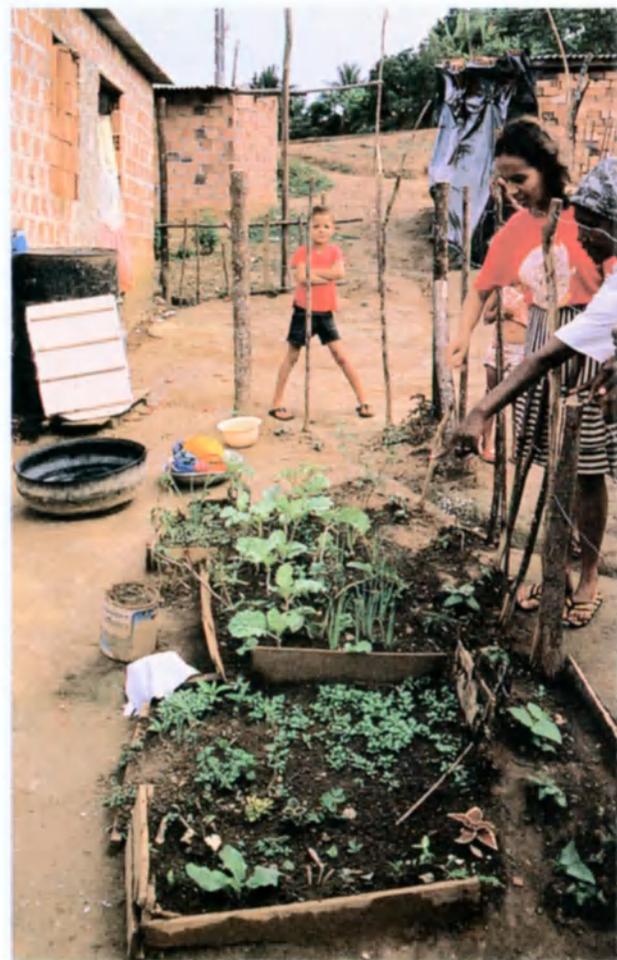
J'AI rencontré Maria Carvalho l'été dernier, dans un bidonville de Salvador da Bahia, au Brésil. Maria — qui préfère qu'on l'appelle Miuda — est, à 43 ans, toujours analphabète et déjà grand-mère. Avec son mari et quatre de ses filles (dont la dernière a deux ans), elle occupe, dans le quartier suburbain où elle vit, un terrain qui ne lui appartient pas. Les aînés sont mariés et ont quitté la maison pour s'établir dans d'autres bidonvilles.

Miuda vient de la campagne, où son père possédait une petite ferme. Toute la famille travaillait aux champs, cultivant la terre, élevant quelques vaches et des chèvres, et ne s'en sortant pas trop mal jusqu'à ce que le père tombe malade. Il a fallu vendre la ferme à de grands exploitants. L'argent a vite manqué et Miuda, alors âgée de six ans, a été placée dans une famille de la ville voisine, où elle était nourrie et logée en échange de menus travaux domestiques.

A 14 ans, Miuda se marie et met au monde une fille. Deux ans plus tard, son époux l'abandonne. A 18 ans, elle rencontre son compagnon actuel et se met en ménage avec lui. Antonio lui a donné 14 enfants, dont 9 seulement ont survécu. En 1969, Antonio décide d'aller chercher du travail à Salvador. Un constructeur l'engage comme manœuvre pour un temps. Une année plus tard, Miuda et les enfants le rejoignent et s'installent dans un appartement de location en banlieue. Miuda fait des ménages, s'occupe des enfants et gagne un peu d'argent en lavant du linge. Mais d'argent, il n'y en a jamais assez. La famille déménage plusieurs fois, dans des logements de plus en plus misérables. En mai 1977, Antonio tombe gravement malade et ne peut plus travailler. Faute de pouvoir payer le loyer, toute la famille échoue dans un taudis.

Miuda a acheté sa parcelle à M. Bahia, son précédent occupant clandestin, qui en la désherbant s'est adjugé des « droits » sur elle. Situé près d'un ruisseau au pied d'une colline, ce lopin de terre était un véritable borbier qu'il a fallu remblayer avant d'y construire une baraque en terre battue. D'un puits non loin de là, on pouvait tirer de l'eau, mais il n'y avait pas de canalisations, ni d'électricité ou de voirie. Les égouts des quartiers résidentiels du haut de la colline se déversaient à proximité dans le ruisseau, et quand il pleuvait beaucoup (ce qui est fréquent sous les tropiques), la baraque était inondée.

En 1983, minée par une succession de pluies diluviennes, d'inondations et d'infiltrations d'eau, la baraque de Miuda et d'Antonio s'est écroulée. Soutenus par une organisation locale, ils se sont associés à d'autres habitants du bidonville pour obtenir des autorités municipales qu'elles les aident à reconstruire leur maison. Il a fallu plusieurs mois pour que la municipalité leur fournisse quelques matériaux de construction. La maison de Miuda est aujourd'hui équipée de murs en brique, mais le sol est toujours en terre battue. Les infiltrations persistent et c'est presque quotidiennement qu'il faut écoper l'eau qui stagne tout autour. Miuda continue à laver du linge pour les autres et son mari fait des petits boulots. Avec quelques voisins, elle presse les autorités de réclamations, mais elle a le sentiment que personne ne les écoute. Dans l'ensemble, les gens sont apathiques et peu organisés.



GRAZIA BORRINI,
physicienne italienne,
s'intéresse tout
particulièrement aux
interactions des problèmes
sanitaires, écologiques et de
développement, sujet qu'elle a
enseigné à l'université de
Californie à Berkeley (Etats-
Unis) et à l'Institut supérieur
de santé à Rome. Elle est
l'auteur de plusieurs ouvrages
spécialisés.



Ci-dessus, un bidonville récent et relativement bien organisé de Salvador (Brésil). Ci-contre, carrés de verdure au milieu des taudis.

Miuda est persuadée que l'on vit mieux à Salvador qu'à la campagne, car on peut y travailler et gagner un peu d'argent. Et puis, quelques-uns de ses enfants vont à l'école — elle en est très fière. Elle aime bien son quartier et n'en partirait que contrainte et forcée. Pourtant, elle n'est pas sûre de pouvoir y rester, bien qu'elle y habite depuis treize ans. On murmure souvent que la police viendra raser les taudis, évincer leurs occupants. Elle dit que beaucoup de familles ont voulu se loger ailleurs, mais ont dû revenir faute de moyens.

La vie est dure pour Miuda, qui se sent fatiguée, découragée, et paraît bien plus vieille que son âge. Son histoire n'a rien de bien exceptionnel. Comme elle, des millions de déshérités de par le monde supportent avec courage et dignité leur fardeau de misère et de solitude, leur lot quotidien de problèmes d'environnement.

Environnement : les enjeux locaux et mondiaux

Vous et moi, Miuda et ses semblables aussi, aurons tous à subir les conséquences des problèmes mondiaux d'environnement. Nous sommes ou serons tous touchés par l'amincissement de la couche d'ozone, le bouleversement du climat de la planète, l'épuisement des ressources non renouvelables, la disparition de certaines niches écologiques et l'appauvrissement biologique qui s'ensuivra. Vous et moi, nous avons le

temps et le moyens d'y réfléchir et d'en parler, mais Miuda le peut-elle ? Comment voulez-vous qu'elle se soucie de la disparition d'espèces végétales locales si sa famille doit défricher un coin de forêt pour vivre dans un lieu moins malsain ? Et son compagnon aura-t-il des états d'âme parce qu'il a versé de l'huile de vidange dans le caniveau, alors que sa propre maison est inondée tous les jours par les égouts d'autrui ? Peut-on leur demander de pratiquer le contrôle des naissances pour ne pas alimenter l'explosion démographique, alors que leurs enfants sont leurs seuls amis, leur bâton de vieillesse ?

Ecologistes et responsables politiques devraient réfléchir à tout cela avant de tracer leurs plans. On aura beau mettre sur pied des programmes d'éducation en matière d'environnement, comment imaginer que des gens qui se débattent sans aide dans de telles difficultés puissent s'inquiéter des problèmes d'environnement collectifs ? Est-il logique, ou même raisonnable, de se laisser obnubiler par des questions planétaires quand il reste tant à faire tout près de nous ?

Jusqu'à présent, les écologistes se sont surtout préoccupés de questions macrocosmiques — le trou dans la couche d'ozone stratosphérique ou les marées noires océaniques —, auxquels les médias, les partis politiques et l'opinion publique sont si sensibles qu'on est même parvenu à adopter des instruments internationaux en un temps record.



A Salvador, les sans-abri brûlent la forêt pour dégager des espaces habitables.

Par comparaison, les difficultés propres à certaines communautés et qui ne sortent pas du contexte local n'ont rien d'exaltant. Il est fréquent qu'on les néglige, ou qu'on les classe dans la catégorie des problèmes sanitaires, d'habitat ou d'agriculture, moins prestigieux de nos jours que l'environnement.

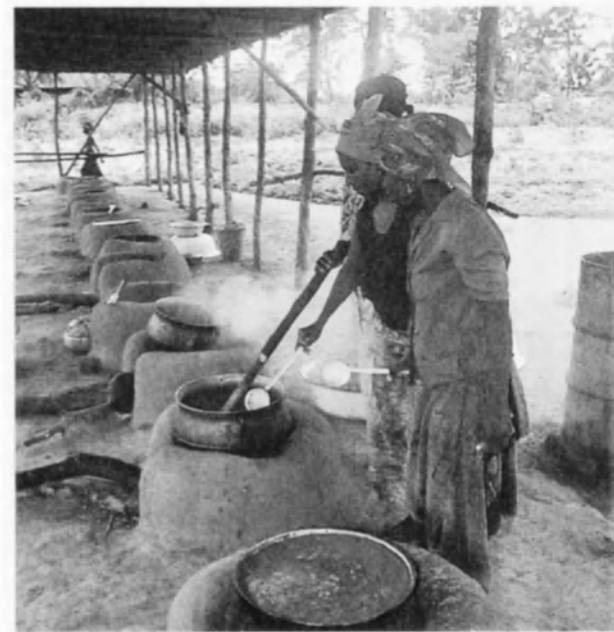
Ce n'est pas bien compliqué : les problèmes planétaires sont impressionnants. Relativement peu nombreux, clairement définis, ils concerneront tôt ou tard l'humanité tout entière. En revanche, les problèmes locaux sont assez prosaïques, innombrables, difficiles à cerner et compliqués d'une foule de facteurs locaux. De plus, ils n'intéressent qu'un nombre restreint d'individus. Pourtant, ils ont un caractère immédiat, précis, souvent dramatique. Et dans la mesure où ces multiples problèmes sont liés, leurs effets conjugués sur la santé, les ressources économiques et la survie écologique sont considérables.

Car il faut bien se dire que les problèmes de Miuda et de ses voisins pèsent sur l'ensemble de la municipalité de Salvador, qui doit faire face à

des dépenses croissantes (des services de santé ou de police par exemple) avec les recettes dérisoires que lui procurent ces quartiers miséreux. La dégradation de l'environnement se répercute sur la valeur de l'immobilier et les eaux usées des bidonvilles, souillées au point d'en être irrécupérables, vont aggraver la pollution des plages et de la mer. La prolifération de ces taudis retentit sur l'économie, la vie sociale et l'équilibre écologique de toute la ville et sa région. Les problèmes d'environnement locaux ne tardent pas à se faire sentir à l'échelon municipal, régional et même national.

Il faut savoir aussi que pour Miuda et des milliers d'autres personnes dans sa situation, les conditions de vie matérielles forment un tout et ne se dissocient pas en rubriques distinctes — santé, environnement ou économie. Pour résoudre les problèmes d'environnement locaux, il faut assurer les besoins essentiels de la population, et vice versa. Ainsi, tant que l'approvisionnement en eau restera illégal et sporadique, on se battra entre voisins et l'hygiène, des enfants notamment, restera déplorable. Tant que les égouts à ciel ouvert se déverseront à proximité des taudis, leurs habitants ne les équiperont pas de latrines. Tant qu'ils n'auront aucun titre de logement et que leur existence ne sera pas reconnue, ils n'investiront ni du temps ni de l'argent dans l'amélioration de leurs conditions d'habitat et l'aménagement des espaces collectifs. Sans hygiène, ces malheureux seront souvent malades, travailleront peu et seront moins productifs, auront moins de ressources et encore moins d'espoir d'acquiescer légalement un lopin de terre.

Les femmes de la communauté à laquelle appartient Miuda gagneraient à se grouper et à se lancer dans une activité qui leur rapporterait quelque argent, mais elles en sont incapables puisqu'elles ignorent tout des conditions juridiques et financières d'une association et ne savent pas où faire garder leurs enfants pendant qu'elles travaillent. Or toutes ont beaucoup d'enfants, mais n'ont pas d'argent.



Et pourtant, la seule chance qu'auraient Miuda et les siens de s'en sortir réside bien dans une sorte de prise en charge à l'échelle communautaire qui leur donnerait la capacité d'agir par eux-mêmes. L'expérience montre que des problèmes tels que ceux que nous venons d'évoquer ne peuvent être résolus que par l'engagement des intéressés eux-mêmes, seuls ou en association. Pour Miuda, cela veut dire que l'amélioration de ses conditions de vie et de celles de sa famille ne consiste pas à attendre d'hypothétiques solutions venant d'autorités lointaines ; elle doit commencer par réunir ses voisins pour en discuter, trouver des moyens et envisager des solutions. Dans son cas, la constitution d'une association pour la légalisation du logement permettrait à sa communauté de résoudre un de ses problèmes les plus pressants en régularisant l'occupation des terrains.

La sauvegarde de l'environnement

Toute l'expérience acquise dans le domaine du développement communautaire et de l'action écologique locale montre que la protection de l'environnement relève d'une véritable stratégie. Celle-ci consiste pour les communautés suburbaines à se mobiliser et, avec une aide extérieure plus ou moins importante, à se donner les moyens de sauvegarder leur environnement tout en assurant leurs besoins essentiels. Deux idées-forces ont commencé à s'imposer : la gestion de l'environnement par la collectivité est essentielle pour l'équilibre écologique et la santé de l'économie, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale ; pour réussir, cette gestion doit associer des objectifs économiques, sociaux et environnementaux, et bénéficier de l'adhésion des individus et des groupes concernés.

Quel est le rôle de chacun dans la mise en œuvre d'une stratégie de protection de l'environnement ? Il est difficile de donner une réponse cohérente à une telle question du fait même de la spécificité des problèmes locaux et de leurs solu-

tions, surtout si l'on espère les voir prendre en charge par les communautés concernées. Cependant, rares sont celles qui y réussiront sans aide extérieure. Dans l'état actuel des choses, les pouvoirs publics demeurent des partenaires privilégiés, et indispensables. Ils sont là pour amorcer le processus, promulguer les lois et fournir les services qui lui permettront de se poursuivre. Les gouvernements doivent surtout garantir aux communautés défavorisées l'accès aux ressources naturelles et la sécurité de logement, seuls moyens de les amener à prendre des engagements à long terme et à sauvegarder leur environnement.

Même dans un contexte politique favorable, la plupart des communautés auront encore besoin qu'on les aide à mener à bien certains de leurs projets. Elles peuvent en effet avoir besoin d'informations, de compétences techniques, de crédits ou de formation dans certains domaines nouveaux tels que l'agro-écologie, la gestion des petites entreprises, l'équipement sanitaire, la construction d'habitations à bon marché et la prévention des catastrophes.

Mais une aide extérieure ne suffit pas. Pour réhabiliter une communauté défavorisée, il faut que tous ses membres se mobilisent ; or cela ne va pas sans un sentiment d'appartenance communautaire. Une communauté doit donc s'organiser, cerner ses problèmes, identifier ses ressources et envisager différentes options avant de choisir celle qui convient le mieux à sa situation particulière. Ce n'est guère facile et les conflits d'intérêt, au sein du groupe ou avec l'extérieur, sont inévitables.

Certaines solutions sont à notre portée — dans la mesure où on les connaît et où on a les moyens de les appliquer — mais il est fort probable que dans de nombreux cas, les changements nécessaires dans les institutions comme dans les mentalités tarderont à venir. L'expérience nous apprend qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, des intentions aux réalisations. D'où l'utilité des « stratégies », qui donnent de la visibilité, de la légitimité et de l'élan à nos projets. ■

A droite, un cours d'alphabétisation fonctionnelle, à gauche, l'extraction d'huile de palme. Ces deux activités font partie d'un projet UNESCO d'éducation de la femme et de la jeune fille au Togo.



Au-delà de la société de consommation



IL y a vingt ans, on trouvait au Japon deux modèles de brosse à dents : un pour les adultes, l'autre pour les enfants. Dix ans plus tard, le marché de la brosse pour enfants s'était diversifié : on vendait des brosses pour les bébés, pour les gosses des jardins d'enfants, pour les élèves de maternelle et pour ceux du secondaire. Depuis, on a encore progressé, et on trouve des brosses pour enfants de 1 à 3, de 3 à 4, de 3 à 5 et de 4 à 6 ans, sans parler des brosses spécialement conçues pour les incisives, les molaires, les gencives ou la plaque de tartre.

L'étonnant, c'est que la multiplication des brosses n'a pas d'effet miraculeux sur les caries, et que les dentistes japonais ont toujours autant de clients, auxquels ils se tuent à répéter que l'important, c'est de se brosser les dents souvent et longtemps, et d'y consacrer environ sept minutes par jour. Mais dans une société vouée à la consommation, ce n'est pas l'avis des spécialistes qui compte, mais la publicité qui fait vendre et acheter des produits.

Autre exemple de « consomanie » des Japonais en matière d'hygiène personnelle : la mode du shampoing matinal. On a beau dire que cela abîme les cheveux de les laver trop souvent, la mode du shampoing matinal quotidien fait des ravages, notamment chez les jeunes et les femmes au foyer. Et les industriels ont sauté sur l'occasion d'élargir leur marché, non seulement par la vente de shampoings, mais aussi d'accessoires, comme une cuvette et une serviette « spécialement conçues » (les tests ont révélé que cette serviette « spéciale » n'était ni plus ni moins absorbante qu'une serviette ordinaire).

Malheureusement, cette manne commerciale a aussi d'autres répercussions : accroissement de 50% de la consommation familiale d'eau le matin, et pollution due aux éléments actifs du shampoing. Beaucoup de jeunes souffrent d'un début de calvitie précoce pour s'être trop lavé les cheveux. Et si les fabricants de produits de beauté se sont enrichis avec cette mode, ce sont les contribuables qui financent les stations d'épuration des eaux polluées.

La prospérité japonaise a enrichi les entreprises locales du secteur de l'alimentation, qui ont du mal à commercialiser de nouveaux produits en raison de la saturation du marché. Pour tourner la difficulté, on met désormais l'accent sur les produits « frais » ou périssables, qui englobent au Japon jusqu'au vin, la bière et le saké. Il est en effet recommandé de consommer ces produits sans tarder dès que la bouteille a été ouverte.

Le club Seikatsu au Japon

Le consommateur mal informé est ainsi amené à acheter davantage de produits prétendument « frais », même si on les a pasteurisés pour mieux les conserver. Cela gonfle le volume des ventes, mais aussi du gaspillage de produits jetés à la poubelle alors qu'ils sont peut-être encore parfaitement consommables. Le consommateur est ainsi doublement la dupe du producteur, qui l'encourage à acheter au-delà de ses besoins et à jeter ensuite des produits encore utilisables.

La nourriture est devenue un produit comme les autres. Les paysans transplantés à la ville oublient les habitudes ancestrales et leurs enfants n'apprennent plus à faire pousser des légumes. Comment en vouloir de leur ignorance à des enfants des villes qui croient que les tomates poussent chez l'épicier et qui n'ont peut-être jamais vu une vache ? Mais dans le même temps, des pêcheurs du tiers monde attrapent des homards qu'ils n'ont pas les moyens de manger et les expédient au Japon où on mange délicatement une partie de la tête, tout le reste étant jeté aux ordures.

Résister aux forces du marché

Après un siècle de révolution industrielle, le Japonais moyen risque de devenir une simple marionnette à la merci des forces du marché, mais heureusement certains résistent, comme les 200 000



Né en 1968 de l'initiative de 200 ménagères de Tokyo qui s'étaient regroupées pour lutter contre l'inflation, le club Seikatsu (« vie » en japonais) est aujourd'hui un important réseau de coopératives à but non lucratif comptant au Japon 400 000 adhérents et 300 élus municipaux. Parti de l'idée de rapprocher consommateurs et producteurs tout en favorisant la distribution de produits naturels, de qualité et non nuisibles à l'environnement, le club, dirigé à 80% par des femmes, se veut également un lieu de réflexion et d'action sur des questions de société telles que l'environnement, le statut de la femme, les conditions de travail et les problèmes du troisième âge.



En haut, la laiterie du club Seikatsu, ouverte aux visiteurs.
Ci-dessus, fabrication artisanale de savon à partir d'huile de cuisson usagée.
Ci-contre, vente de produits macrobiotiques sur un marché à Tokyo.

femmes membres, comme nous, de l'association de consommateurs qu'on appelle le Seikatsu Club.

En fait, nous ne nous considérons pas comme des consommatrices (du latin *consumere*, consommer, éliminer, absorber, détruire). Le mot a acquis son sens actuel avec l'essor du capitalisme industriel, qui a vu dans la consommation un jouet docile de la publicité, chargée de faire le lien entre la production et la consommation de masse en éveillant les désirs de la multitude et en créant de nouveaux besoins.

Au Seikatsu Club, nous rejetons cette image trop passive et préférons nous considérer comme des individus autonomes intégrés dans le cycle de la production, de la consommation et de l'élimination des déchets.

Le Club a été le premier à populariser l'idée d'achats groupés au Japon. Les membres ne sont

pas désignés par le vocable de « consommateurs », avec sa connotation passive, mais par celui d'« êtres vivants » obligés de se procurer les nécessités de la vie, et non des biens de consommation. En effet, cette expression nous paraît évoquer la production au nom du profit en ignorant le lien réciproque de la production et de la consommation.

Nous entendons dénoncer les maux de notre société industrielle et créer en même temps une société communautaire viable pour la remplacer. Nous voulons redonner de la vigueur à l'idée d'un mode de vie à la fois individualiste et solidaire.

Pour cela, nous considérons le Club comme une arme : le pouvoir d'achat implique aussi le pouvoir de non-achat, le boycott. Nous ne voulons pas seulement offrir à nos adhérentes des produits à prix réduits, ou faire vendre des produits « écologiques », généralement plus chers, au nom d'un mode de consommation prétendument intelligent et informé. Ce que nous voulons, c'est réformer les habitudes de consommation en profondeur.

Le système d'achats groupés a pour but de concentrer l'impact de notre pouvoir d'achat pour en faire profiter les producteurs qui pensent comme nous. Nous discutons avec eux de l'information aux consommateurs en ce qui concerne les ingrédients, les additifs et éventuellement les procédés et pesticides employés, ce qui crée un lien nouveau entre producteurs et consommateurs. Nous voulons créer un marché de remplacement où le coût des produits n'est pas gonflé par la valeur artificiellement ajoutée du sur-profit. Au sein du Club, seule compte la valeur intrinsèque du produit.

Un mode de vie différent

Nous refusons d'acheter les détergents de synthèse, dangereux pour l'environnement, les denrées au goût renforcé par des agents de sapidité ou les produits que nous considérons comme superflus. Nous achetons du savon, du jus d'orange frais et le poisson séché pour la soupe au *miso*. Nous préférons les bouteilles et emballages réutilisables en plastique. Nous possédons deux laiteries, et nos adhérentes récupèrent sur leur lieu de travail la vieille huile de friture pour en faire des savons sans ingrédients chimiques.

Notre prochain objectif consiste à élargir les perspectives du Club pour poser les bases d'un mode de vie différent. C'est ainsi, croyons-nous, que nous pourrions faire progresser les nouvelles valeurs dont notre société a besoin. D'ailleurs, le mode d'action collective du Club peut être également mis au service de la réforme des institutions politiques, éducatives et culturelles.

Le but recherché, c'est que chaque membre du Club arrive à penser pour lui ou pour elle-même et à agir indépendamment pour créer une nouvelle société civile fondée sur le principe de l'« autonomie vitale ». Nous invitons tous nos voisins à s'associer à nous : car notre lutte est la meilleure voie pour en finir une fois pour toute avec la société de consommation. ■



**Sur le chantier
d'un projet
de logement
auto-assisté,
naît une véritable
communauté.**

GUARARI, complexe d'habitation édifié il a cinq ans aux environs de San José, la capitale du Costa Rica, est le fruit d'une extraordinaire expérience menée par un groupe de femmes qui se sont mobilisées autour de ce slogan : « Des logements, pas des taudis ». Leur lutte quotidienne contre la misère leur a inspiré des solutions concrètes à leurs problèmes de logement.

Ces femmes représentaient plus de 30 000 familles, pour la plupart d'origine rurale ; elles regrettaient l'air salubre de la campagne et voulaient combattre les maux engendrés par l'entassement urbain.

Les normes d'urbanisation et de construction imposées par les pouvoirs publics ne faisaient que reproduire, dans les nouveaux projets d'habitation, les structures urbaines qui avaient donné naissance aux bidonvilles. Les femmes réagirent vivement, rejetant les programmes officiels : « Nous voulons une maison pour y vivre, non un toit sous lequel dormir. Il nous faut une école et un dispensaire à proximité ; nous voulons que nos enfants puissent jouer en sécurité, grimper aux arbres et jouir de la nature ; nous voulons des emplois. »

Les familles de sans-abri semblent, en effet, cumuler tous les problèmes sociaux. Ces femmes souhaitaient certes éliminer les bidonvilles, mais elles aspiraient aussi à subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et éducatifs de leur famille. Elles se sont battues pour que la construction de leurs logements s'accompagne d'une véritable amélioration de leurs conditions de vie.

Dans la poursuite de leur objectif, elles ont bénéficié de l'aide du Centre féministe d'informa-

tion et d'action, le CEFEMINA, une institution vouée à la défense des droits de la femme qui avait déjà soutenu des projets analogues dans plusieurs villes du pays. Pour obtenir une maison, chaque famille devait fournir 700 heures de travail. Celles-ci n'étaient pas seulement consacrées aux travaux de construction proprement dits, mais aussi à des tâches annexes — garde des enfants ou confection des repas collectifs —, ainsi qu'aux activités de divers comités spécialisés dans les questions sanitaires, juridiques, ou d'environnement.

Un groupe de techniciennes se chargea bénévolement de la conception d'un nouveau type d'habitations répondant aux préoccupations exprimées par les femmes de Guarari. Les experts du gouvernement ne purent que s'incliner devant la détermination de ces dernières, d'autant que les projets qu'elles leur présentaient étaient moins onéreux.

Les femmes s'attelèrent ensuite à la construction de leurs maisons. Dirigeant les équipes d'ouvriers, ne reculant devant aucune tâche, même la plus pénible, elles prirent le chantier en main, de la fourniture des matériaux de construction à l'organisation des milliers de bénévoles qui lui consacraient leurs moindres loisirs. Les fins de semaine, c'était une véritable foule qui affluait sur le chantier, collaborant et s'entraîdant dans la construction des maisons. Tout le monde mettait la main à la pâte, y compris les personnes âgées, les handicapés et les enfants.

Parmi les planches et les sacs de ciment, des volontaires profitaient des pauses pour instruire les femmes par petits groupes, leur inculquant quelques notions d'hygiène alimentaire, d'allaitement,



MARTA TREJOS, sociologue costaricienne, est directeur exécutif du Centre féministe d'information et d'action (CEFEMINA) et coordonnatrice du réseau *Femme et environnement en Amérique centrale*



« Les femmes s'attelèrent à la construction de leurs maisons... ne reculant devant aucune tâche, même la plus pénible » (ci-dessus).
 « Tout le monde mettait la main à la pâte, y compris les personnes âgées... » (page de gauche).

de contrôle des naissances, de législation sociale ou d'assainissement du milieu.

Cette solidarité active, qui a fait surgir les maisons de terre à une cadence record, a également institué un mode de vie que la nouvelle communauté a su conserver par la suite.

En communion avec la nature

Construites par îlots de cent maisons, ces habitations ont des formes diverses, épousant la configuration du terrain. Elles donnent sur des cours intérieures communes, où les arbres sont protégés. A cet égard, l'expérience de Guararí est exemplaire, puisqu'elle a permis de sauvegarder de nombreux spécimens d'espèces végétales menacées, comme les arbres que l'on associait jadis à la culture du café et que les techniques agricoles modernes ont rendus superflus.

Grâce aux aires de loisirs et aux vergers collectifs, le quartier de Guararí dispose d'espaces communs dont chacun peut profiter tout en entretenant les liens conviviaux noués sur le chantier. La culture de légumes et de plantes médicinales, ainsi que le petit élevage qu'on y pratique, procurent des emplois et quelques revenus pour financer diverses activités. Celles-ci sont coordonnées par un grand centre communautaire, appelé la Maison de la femme, qui accueille le dispensaire, le service de conseil juridique, le service d'assistance aux femmes et aux enfants victimes d'agressions, les associations du troisième âge, les clubs de sport et de loisirs.

A Guararí, la circulation automobile est limitée et la plupart des rues sont piétonnières, ce qui protège les enfants des voitures et permet

aux mères de surveiller leurs jeux de la fenêtre de leur cuisine.

Les techniques de construction modernes, qui présentent l'avantage d'employer des matériaux légers faciles à manier pour les femmes, ont aussi permis de résoudre un des problèmes les plus aigus des concentrations urbaines : l'évacuation des eaux usées. A cet effet, Guararí s'est équipé d'une station d'épuration qui permet de purifier les effluents urbains avant de les rejeter dans les cours d'eau. Sa mise en route a coïncidé avec le lancement d'une campagne contre la pollution et pour la propreté des eaux fluviales. Décision fut prise de protéger les abords du fleuve qui traverse la région et créer un parc, surtout pour éviter qu'ils ne se transforment en décharge publique et ne deviennent une source de problèmes sanitaires et sociaux pour la collectivité. La faune et la flore fluviales sont répertoriées et protégées, leur reproduction est favorisée. Sur les rives du fleuve, les enfants apprennent, en jouant, à vivre en communion avec la nature.

A partir des difficultés du quotidien, on trouve, à Guararí, des solutions à des problèmes plus généraux, tout cela grâce à l'active participation communautaire et, singulièrement, au dynamisme des femmes. Une d'elles a pu dire : « Ici, chacune est un expert, et un instructeur. Nous demandons aux spécialistes de nous former afin que nous puissions ensuite nous passer d'eux. Nous nous entraînons mutuellement et en faisons profiter toutes les autres. Notre victoire, c'est que la communauté dans son ensemble reconnaît aujourd'hui que l'intégration des femmes à la vie collective est un bien pour tous. » ■



À la veille du « Sommet Planète Terre », le point de vue d'une grande figure du féminisme.

La participation des femmes est un des axes prioritaires du développement rural en Guinée.



« On a appris aux femmes à parler doucement et à mettre du rouge à lèvres. Tout cela est bien fini. »

BELLA ABZUG

L'AVOCATE féministe Bella Abzug, qui fut membre du Congrès des Etats-Unis, est aujourd'hui une des plus fermes partisans de la sécurité écologique et de la justice économique dans le monde. Conseillère spéciale de Maurice Strong, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), elle exhorte les femmes du monde entier à s'exprimer à la Conférence, et à s'associer aux décisions qui y seront prises.

« Je voudrais que les femmes se mobilisent à nouveau partout », nous a-t-elle déclaré. « Les femmes sont au cœur de l'environnement, le fondement même de la vie. On n'a pas toujours tenu compte de leur compétence, de leur expérience, de leur intuition. Et pourtant, elles représentent la moitié de la population du globe, et on leur doit la majeure partie de la production alimentaire mondiale — 80% en Afrique, 60% en Asie, 40% en Amérique latine —, une production dont elles sont par ailleurs les destinataires et les consommatrices privilégiées. Elles sont les premières concernées par les dangers qu'encourt notre planète, les plus promptes à lutter contre la pollution humaine. Mais il ne faut pas les réduire au rôle de ménagères du monde, et tant quelles ne seront pas placées sur le même pied que les hommes, rien ne changera.

« Les femmes, je le sais, apporteront une nouvelle façon de voir les choses, une perspective originale de ce qui doit changer et quand. Cela leur est plus facile, puisqu'elles n'ont rien à voir avec la situation actuelle. Elles n'ont aucune prévention, aucun a priori, non seulement parce qu'elles ne sont pas parties prenantes, mais aussi parce qu'elles n'ont pas eu leur mot à dire dans les décisions prises jusqu'ici. Elles sont plus libres, plus indépendantes.

« Nous allons donc renforcer les réseaux féministes existants (et ils sont nombreux), pas seulement en prévision de la Conférence de Rio, mais aussi pour entrer en force dans le 21^e siècle. Tout



Emblème du Congrès mondial des femmes pour une planète saine (Miami, Etats-Unis, 8-12 novembre 1991).

doit changer. Je participe actuellement à l'organisation de conférences internationales où viendront des femmes actives localement, mais qui ont aussi appris à penser globalement. Je veux les convaincre qu'il faut lancer un mouvement qui changera le monde et donnera aux femmes la maîtrise de leur destinée.

« Le Congrès de Miami (voir encadré ci-contre) a donné aux femmes beaucoup de force et de confiance en elles-mêmes. Il leur a permis de se réunir pour parler de la faim, de la maladie, de la pauvreté, du sous-développement, du gaspillage des ressources, de l'analphabétisme, de la guerre et de la paix. Tout cela n'est pas sans rapport. L'environnement et le développement sont liés — le développement n'est viable que si l'environnement est sain. Nous voulons que le 21^e siècle marque l'avènement d'un monde où les différends seront réglés pacifiquement, où l'on donnera priorité à la santé et à l'éradication de la pauvreté, de la maladie et de l'analphabétisme ; où les gens seront décemment logés, mangeront à leur faim et bénéficieront de toutes les garanties voulues ; où les femmes auront au même titre que les hommes le pouvoir de décider du visage qu'aura le monde. Nous voulons un monde en paix, et un milieu sain pour élever nos enfants.

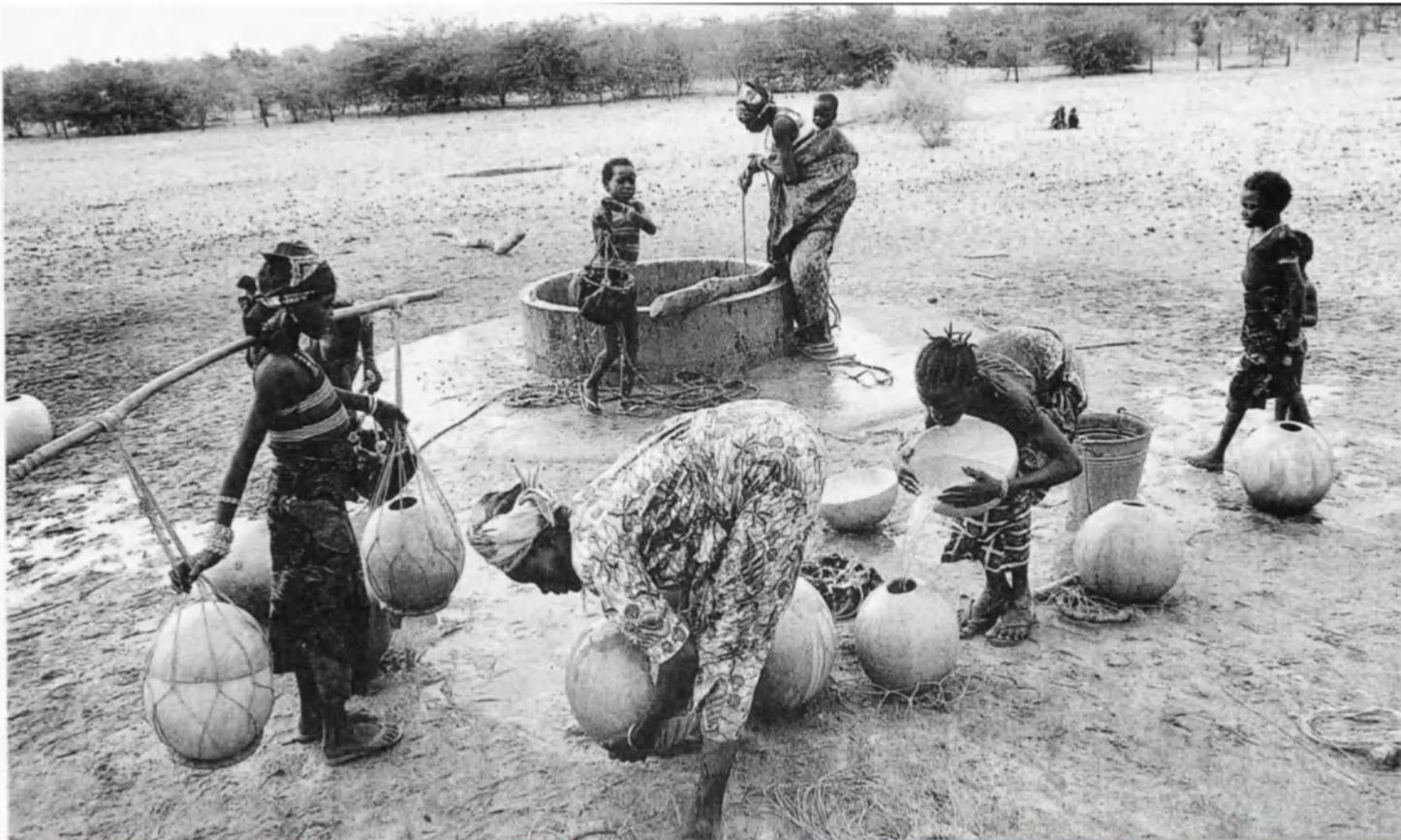
« Nous adressons un message aux chefs d'Etat présents au « Sommet Planète Terre ». Ce message est très simple : nous sommes là pour dire qu'il faut mettre fin à cette course insensée à la destruction : aux grandes puissances de montrer l'exemple en redoublant d'efforts pour la paix et le désarmement. Nous sommes là pour dire que nul pays n'est en droit de se réclamer de la démocratie si les femmes n'y sont pas équitablement associées à la direction des affaires publiques. Il faut qu'elles soient représentées à tous les niveaux et que cesse leur exclusion des cercles du pouvoir politique et économique.

« Cette prise de participation des femmes au pouvoir politique sera une démarche salutaire pour notre planète. Pendant des années, les femmes ont milité, manifesté, peiné, plaidé, prié et le monde a résonné de leur musique et de leurs chants. Et puis, ce fut le silence. Il est temps que leur voix s'élève à nouveau. » ■

Le Congrès mondial des femmes pour une planète saine

UNE semaine après l'Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement (voir encadré page 27), le Congrès mondial des femmes pour une planète saine réunissait à Miami (Etats-Unis) plus de 1 200 femmes de 83 pays. Sous l'égide du Comité international d'action politique créé par Bella Abzug, le Congrès a débouché sur un calendrier d'action pour le 21^e siècle, qui a pour but d'« inciter hommes et femmes à unir leurs efforts pour préparer un avenir sûr et viable ». Les principaux objectifs de ce calendrier sont :

- recommander que les organes décisionnaires ne comportent pas plus de 60% et pas moins de 40% de représentants de l'un ou l'autre sexe ;
- promouvoir l'adoption d'un Code international de conduite en matière d'environnement dans les milieux industriels et d'affaires, ainsi qu'au sein des gouvernements et des organismes internationaux ;
- réclamer des études sur la durée du travail féminin prenant en compte les travaux ménagers, ainsi que les soins aux enfants et aux personnes âgées ;
- obtenir que les pouvoirs publics s'engagent à adopter à brefs délais une comptabilité intégrale faisant apparaître les coûts sociaux et écologiques dans le budget national et les prenant en considération dans le calcul des subventions et des primes au commerce international ;
- exiger qu'il soit mis un terme aux essais nucléaires et que les arsenaux nucléaires existants soient démantelés ;
- demander la création de commissions civiles où les deux sexes seraient représentés à égalité afin de rendre publiques la totalité des dépenses et des activités militaires, y compris la recherche-développement.
- exiger que les forces armées soient affectées à la protection de l'environnement et assument une mission de surveillance et d'intervention en cas de catastrophe ;
- soutenir les populations autochtones dans leurs efforts pour défendre leur milieu naturel ;
- s'engager à faire usage des moyens de pression dont disposent les femmes en tant que consommatrices pour favoriser et encourager les entreprises et les institutions qui se préoccupent de l'environnement et boycotter les autres ;
- inviter les mouvements féministes à travers le monde à favoriser l'étude des biens de consommation, de l'extraction des matières premières à leur transformation, et de l'utilisation des produits à leur élimination ;
- promouvoir l'éducation à l'environnement dans les écoles ;
- demander la création au sein des Nations Unies d'une Commission permanente sur l'environnement et le développement où siègeraient autant de femmes que d'hommes et dont le rôle serait de sensibiliser l'opinion aux problèmes d'environnement et d'enquêter sur les plaintes dont elles seraient saisies ;
- lancer un appel aux chefs d'Etat présents au Sommet de 1992 pour qu'ils signent une Convention sur le changement climatique global, en vertu de laquelle les pays industrialisés s'engageraient à réduire d'au moins 20% leurs émissions de dioxyde de carbone d'ici à la fin du siècle. ■



Contre l'avance du désert

par Joséphine Ouedraogo



Un village du Sahel survit grâce à ses femmes.

KOURFA est un village sahélien du Niger qui depuis la dernière grande sécheresse, c'est-à-dire depuis une quinzaine d'années, ne doit sa survie qu'à ses femmes.

Situé à 260 km au nord-est de Niamey, Kourfa est peuplé d'agriculteurs et d'anciens éleveurs contraints à la sédentarité par la dégradation des zones de pâturage. La chute de la pluviométrie, l'assèchement des points d'eau et de la végétation, la violence des vents de sable, l'ont quasiment privé de récoltes pendant cinq années consécutives. Les hommes sont partis au loin à la recherche d'emplois saisonniers, parfois pour ne pas revenir. En 1988, Kourfa ne comptait plus que 900 habitants, surtout des femmes, des personnes âgées et des enfants.

Ce sont les femmes qui maintiennent Kourfa en vie, réussissant, malgré le peu de ressources disponibles, la solitude, le dur labeur auquel les condamne l'absence des hommes, à soutenir les groupes les plus fragiles — les vieillards et les enfants. Pour subsister, elles ramassent du bois mort et des herbes sèches qu'elles vendent comme combustibles sur le marché d'Abala, à 7 km de là, ce qui leur permet d'acheter quelques vivres.

Chaque journée apporte son lot de corvées domestiques. La recherche de bois et d'eau est un travail harassant qui impose plusieurs heures de marche et d'efforts sous un soleil implacable. Les enfants souffrent de carences nutritionnelles et le dispensaire le plus proche se trouve à 17 km.

Jusqu'en 1984, le village ne disposait que d'un seul puits, profond de 60 m et surexploité, suffisant à peine aux besoins domestiques de Kourfa et des villages voisins. L'Association des femmes du Niger a obtenu de l'American Development Foundation des

fonds pour financer le forage d'un puits, la fourniture de matériel de maraîchage et l'amélioration du petit élevage.

Autour de ce puits, les femmes ont aménagé, avec l'aide d'un cadre agricole, un périmètre maraîcher. Elles sont 140 à y exploiter leur parcelle, où elles produisent plusieurs variétés de légumes pour nourrir leur famille. Une petite part de la récolte est séchée pour être vendue sur le marché d'Abala, ce qui leur permet de se procurer diverses autres denrées, dont les céréales qui leur font défaut depuis que Kourfa ne reçoit plus assez de pluie pour qu'on puisse y cultiver le mil.

Les émigrés qui reviennent sont surpris de constater que la vie est redevenue possible à Kourfa, grâce au courage des femmes. Ils sont tentés d'y rester et de se consacrer aussi à la culture des légumes. Mais il n'y a pas assez de parcelles aménagées, ni suffisamment d'eau.

Les femmes de Kourfa réclament un second puits, ainsi que l'extension du périmètre maraîcher, du matériel agricole et des semences. Elles sont prêtes à payer le prix nécessaire « pour que les hommes ne partent plus ».

Depuis la Conférence mondiale sur l'environnement de 1972, les problèmes sociaux et économiques liés à la désertification dans les pays du Sahel se sont, de manière générale, aggravés. Aujourd'hui, ce sont des centaines de villages sahéliens qui risquent de disparaître. Est-il permis d'espérer que les décisions qui seront prises au sommet mondial de Rio, en juin 1992, apporteront aux populations de ces zones en constante dégradation une amélioration de leurs conditions de vie?

JOSÉPHINE OUEDRAOGO, sociologue burkinabé, ancien ministre de l'essor familial et de la solidarité nationale en Afrique de l'Ouest, est actuellement en poste au Secrétariat général de l'Institut panafricain pour le développement à Douala (Cameroun), où elle coordonne le Projet Femmes et santé en Afrique sub-sahélienne

Les voix derrière les masques

Dans l'actuel débat sur l'environnement, ce qu'on nous montre sur la scène n'a que peu de rapport avec la réalité des coulisses.

Clôture de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (1976-1985), à Nairobi (Kenya)

par Peggy Antrobus et Nan Peacocke

IL existe un célèbre tableau de Pierre Bruegel qui représente un bateau voguant au fond d'un estuaire avec des laboureurs au premier plan et la mer au loin. Mais il faut s'approcher de très près pour distinguer le véritable sujet du tableau, intitulé *La chute d'Icare*, dont on aperçoit tout juste les deux jambes au moment où il est précipité dans les flots.

Ce tableau est un peu à l'image de l'actuel débat sur l'environnement : ce qu'on nous montre sur la scène n'a en effet que peu de rapport avec la réalité des coulisses. Sur scène, le Nord se pose souvent en défenseur de l'environnement, que le Sud serait en train de détruire au nom du développement. Mais la réalité est plus nuancée que cette opposition théâtrale ne le laisse croire, et

pour le comprendre, il faut quitter la scène et aller voir de ce qui se passe dans la coulisse.

Le « Nord », c'est d'abord une puissance responsable de la destruction de son propre environnement et de celui du Sud dans le cadre d'un projet de colonisation planétaire. Quand les conséquences écologiques de ce projet ont commencé à se faire sentir, des groupes se sont constitués dans les pays du Nord pour remettre en cause l'industrialisation sans frein et l'énergie nucléaire. On y trouvait des gens de toute origine, depuis les défenseurs de la santé ou des droits à la terre aux « amoureux de la nature », en passant par une partie de la communauté scientifique. Mais pour que l'« écologie » se voie donner un petit rôle dans la pièce, il a fallu que les industriels aient l'idée de



rentabiliser la situation en proposant des solutions technologiques aux pollueurs de l'environnement.

Tout comme le « Nord », le « Sud » est un personnage plus complexe qu'il n'y paraît. Certes, la volonté des pays en développement d'assurer le mieux-être de leurs populations est tout à fait légitime. Malheureusement, cette aspiration au développement est pervertie du fait de la collusion entre certains groupes technico-financiers du Nord et certains groupes d'intérêt du Sud. Le développement est devenu une véritable industrie qui absorbe le talent et l'énergie de millions de personnes et bouleverse la vie de centaines de millions d'autres.

Une dichotomie artificielle

Quelles sont donc les voix qui s'expriment à travers les masques du « Nord » et du « Sud » ? Nous avons vu que derrière ces masques se dissimulent des intérêts financiers, dont la seule loi est l'accumulation du profit par le truchement du commerce international. Tant que cela n'aura pas été dit clairement, il ne sert à rien de dialoguer. Ces intérêts occultes regroupent aussi bien ceux qui exploitent les richesses naturelles du Sud avec une technologie qui détruit l'environnement, que ceux qui produisent des technologies « respectueuses de l'environnement », mais essentiellement pour les pays assez riches pour se les payer.

Il ressort de tout cela que les termes de « Nord » et de « Sud » ne favorisent pas le dialogue. D'abord, ils dissimulent la pénétration des économies du Sud par les intérêts économiques et financiers du Nord, tout en occultant la solidarité objective des mouvements qui militent dans les deux camps en faveur de la santé et de l'environnement ; mais surtout, ils établissent entre le Nord et le Sud une dichotomie artificielle.

Certes, le Nord se pose ostensiblement en « défenseur de l'environnement » face au Sud qui revendique son « droit au développement », mais on trouve aussi au Sud des voix autorisées pour contester le bien-fondé d'un modèle de développement aux effets tout aussi néfastes pour l'homme que pour l'environnement. Parallèlement, de plus en plus d'habitants du Nord s'insurgent contre les répercussions de ce modèle sur leur santé et leur mode de vie.

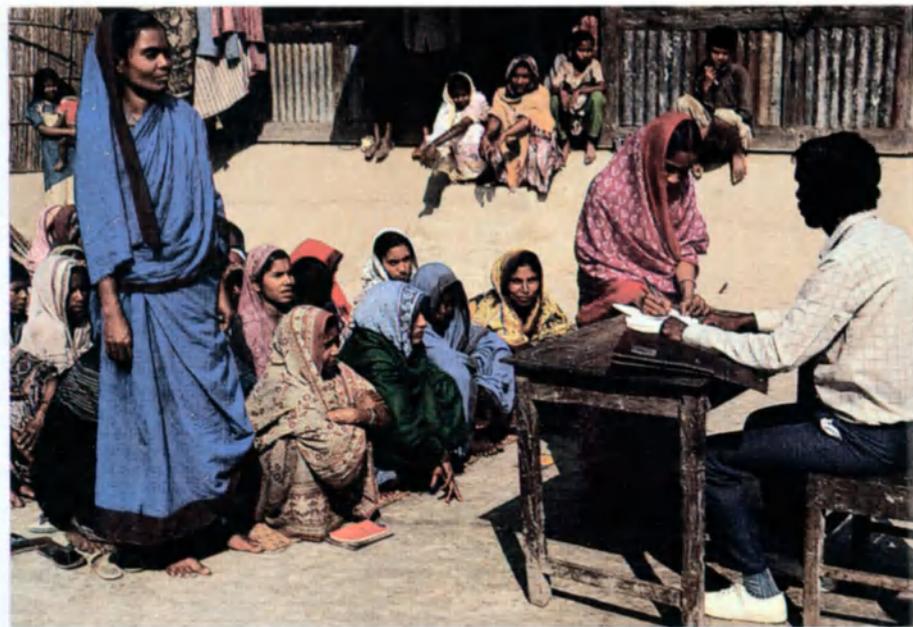
Les méfaits de la société industrielle

L'exemple du Sud prouve que l'humanité peut fort bien survivre sans détruire l'environnement. La contradiction entre les deux est un autre des méfaits de l'expansion coloniale, qui a permis aux puissants groupes économiques du Nord d'accaparer un peu partout les meilleures terres. Aujourd'hui encore, des millions de gens, pour ne pas dire la majeure partie de l'humanité, en sont réduits à lutter pour leur subsistance dans des secteurs économiques peu productifs et qui diminuent comme une peau de chagrin — dans l'Afrique en voie de désertification comme sur les terrains érodés à flanc de colline aux Caraïbes, dans les camps de réfugiés au Proche-Orient et



dans les bidonvilles d'Asie et d'Amérique latine. Le même processus de marginalisation est à l'œuvre dans les ghettos d'Amérique et les villes polluées d'Europe de l'Est.

Tous les phénomènes qui menacent la survie de notre espèce et celle de la planète découlent du conflit qui existe entre la nature et la société industrielle, laquelle subordonne à ses lois les intérêts de l'humanité et ceux de l'environnement. La crise de l'environnement est la conséquence d'un système mondial inégalitaire qui crée un fossé entre les hommes et entre les nations. Le vrai problème est donc celui d'un système de valeurs et d'un modèle de développement qui encouragent les habitants du Nord et les privilégiés





Les crédits accordés par la banque Grameen du Bangladesh aux paysans démunis, et surtout aux femmes (en bas à gauche), se sont révélés extraordinairement productifs. Un de ces prêts a permis à Feroja (26 ans, en bas à droite), d'ouvrir sa buvette, puis d'en faire une petite épicerie. Une partie des intérêts que rapportent ces prêts est destinée au financement de l'éducation d'enfants déshérités (ci-dessus).

PEGGY ANTROBUS, économiste barbadienne, dirige le département « Les femmes et l'environnement » à l'Université des Caraïbes. Elle est également la présidente du réseau DAWN (*Development Alternatives with Women for a New Era*, Un autre développement pour les femmes à l'aube d'une ère nouvelle).

NAN PEACOCKE, de la Barbade, est directrice de publication au département « Les femmes et l'environnement » à l'Université des Caraïbes. Elle expose dans ses écrits le point de vue féminin sur les problèmes culturels et écologiques de la région

du Sud à surconsommer, pendant que la majorité des habitants du Sud et les groupes les plus démunis du Nord arrivent à peine à survivre.

L'apport des femmes du Sud

Les femmes du tiers monde sont les premières à contester ce modèle de développement, et de plus en plus de leurs sœurs du Nord les rejoignent dans leur lutte. Parce que ce sont elles qui prennent les décisions en ce domaine, les femmes sont particulièrement bien placées pour modifier les habitudes et les comportements en matière de consommation. Signalons à cet égard deux projets animés par des femmes du tiers monde, l'un à l'échelon régional par le Département « Les femmes et le développement » (WAND en anglais) de l'École des haute études de l'Université des Caraïbes, et l'autre au plan international par le réseau des militantes féministes du tiers monde qui préconisent un autre développement pour les femmes à l'aube d'une ère nouvelle (de son sigle anglais DAWN, qui signifie aube).

Le projet WAND est né en 1978 de la volonté des femmes des Caraïbes de voir leur université régionale participer plus activement à la Décennie de la femme proclamée par les Nations Unies. Au cours des années, l'analyse des conséquences négatives pour les femmes des politiques d'ajustements structurels imposées de l'extérieur a amené le Département à changer de tactique : au lieu de chercher à « intégrer les femmes au développement », ses programmes de formation et d'assistance technique et son travail de communication et de développement associatif visent désormais à « leur donner les moyens de changer la société ».

Ce changement d'orientation est né d'une prise de conscience rendue possible par la rencontre entre les femmes des Caraïbes et d'autres interlocutrices à l'échelle internationale. La réunion de militantes, animatrices et dirigeantes du tiers monde qui s'est tenue en août 1984 à Bangalore (Inde) a permis de faire le point de cette évolution. Au cours des débats, le mot « crise » revenait comme un leitmotiv, appliqué indifféremment à la famine en Afrique, à l'endettement des pays d'Asie et d'Amérique latine, à l'intégrisme religieux au Moyen-Orient et aux expériences nucléaires dans le Pacifique. Il en ressortait que ces crises, apparemment distinctes, étaient toutes liées en fait à la domination de nos pays respectifs par un modèle économique axé sur la croissance à tout prix et qu'il était indispensable que les femmes s'organisent pour modifier les structures qui les maintiennent à l'écart. C'est alors que notre groupe a rédigé un document à l'intention de la Conférence de clôture de la Décennie à Nairobi et constitué le réseau DAWN.

La démarche des membres du réseau DAWN se veut à la fois globale, féministe et synthétique, dans la mesure où elle s'appuie sur la diversité des situations régionales, s'efforçant par exemple de resituer dans un même contexte les conséquences du tourisme dans tel endroit et celles de la désertification dans tel autre, de façon à retrouver les

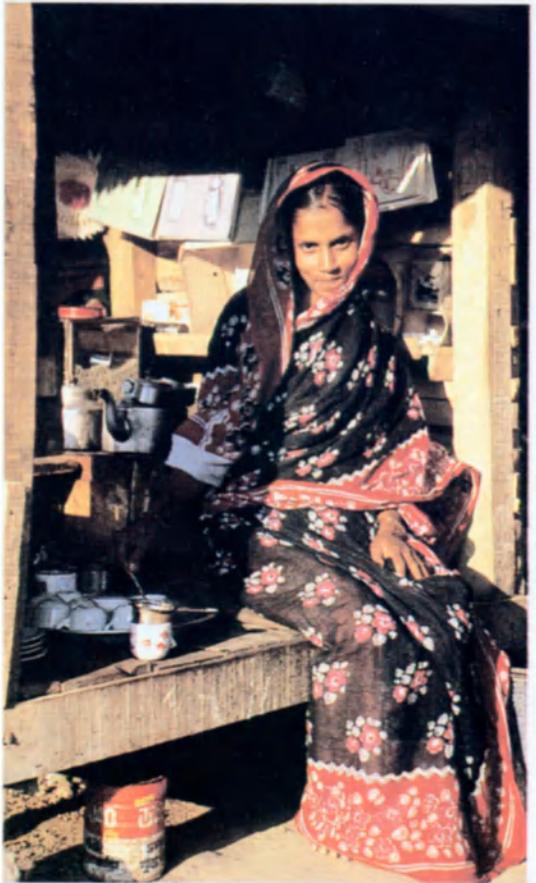
causes structurelles communes à tous ces phénomènes. Cela permet de rattacher l'expérience des femmes dans leur vie quotidienne (à l'échelle micro-économique) aux grandes tendances de l'économie et à leurs effets sur l'environnement (échelle macro-économique) ; mais cette analyse se veut aussi politique et critique des systèmes qui ignorent dans leur planification socio-économique le travail non salarié des femmes.

Du point de vue écologique, DAWN a commencé par établir un lien entre la pénurie d'eau et de bois de feu et les problèmes alimentaires des pays du tiers monde d'une part, et l'ignorance du rôle des femmes des couches les plus défavorisées en tant que productrices et gestionnaires des ressources familiales de l'autre. En ignorant le travail des femmes, ce lien essentiel de la chaîne socio-économique, on néglige non seulement l'intérêt des femmes mais aussi l'équilibre des systèmes dont elles dépendent pour vivre.

Depuis, la réflexion de DAWN s'est focalisée sur les thèmes de l'environnement, de la démographie (droit à l'enfant) et des réseaux économiques de remplacement, la préoccupation primordiale étant celle de la viabilité : une telle démarche souligne à quel point la dégradation de l'environnement est liée aux problèmes démographiques et à la nature du système économique.

Que signifie la crise de l'environnement pour les femmes du Sud ?

C'est le revers de la médaille du modèle macro-économique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on s'efforce de plus en plus d'organiser un système global de production, qui a pour





double conséquence de détériorer l'environnement humain (disparités croissantes entre les groupes sociaux et les nations) et naturel (catastrophes écologiques en tous genres).

Quand on est à la fois femme et pauvre, on vit simultanément les effets de cette double crise, et de façon particulièrement intense quand la survie même est en jeu. On ne peut pas demander à une femme dont l'enfant meurt de faim de s'extasier sur la beauté des forêts. Pour elle, la destruction de l'écosystème par les intérêts macro-économiques se traduit par la perte de son seul moyen de subsistance, à savoir la parcelle qu'elle cultive.

Pourtant ce sont ces femmes sans pouvoir du tiers monde qu'on voudrait rendre en partie « responsables » de la crise de l'environnement. Si le débat actuel est stérile, c'est précisément parce qu'il oublie la nécessaire distinction entre les mécanismes macro-économiques et les réalités de la vie de tous les jours. Les phénomènes globaux comme la diminution de la couche d'ozone, l'effet de serre et la pollution sont avant tout dus à la vente et à l'utilisation tous azimuts des technologies du Nord. Or, la discussion tend justement à ignorer les responsabilités des systèmes macro-économiques pour se concentrer sur les problèmes de pauvreté et de population, qui sont évidemment plus faciles à dénoncer.

La conception de l'environnement diffère en fonction des réalités quotidiennes de chacun, sou-

vent très contrastées d'un contexte à l'autre. Dans la perspective du Sud, les théoriciens du Nord ont trop tendance à dissocier l'environnement naturel de l'environnement humain, ce qui fait un peu perdre de vue que les menaces qui pèsent sur nous tous ont une origine structurelle commune.

De même l'opposition entre la nature (généreuse, vulnérable, menacée) et l'humanité (forcément prédatrice et destructrice) peut avoir des effets dangereux. Il nous paraît plus correct d'exprimer la situation actuelle en termes résolument politiques : la contradiction entre les systèmes de production élaborés par l'homme et les écosystèmes naturels est en train de saper la base même de notre activité économique, à savoir aussi bien l'environnement que notre capacité productive en tant qu'être humains. Il faut se mettre à la place des femmes pauvres des pays pauvres pour comprendre que le problème de l'environnement se pose d'abord en termes de santé et de survie.

Il suffit d'étudier n'importe quel grand problème d'environnement et de l'examiner sous toutes ses faces pour comprendre à quel point les politiques économiques et l'économie mondiale en général dépendent des femmes, de leurs activités sectorielles et de leur rôle social. Tout cela rend urgente l'adoption d'un cadre d'action suffisamment souple pour pouvoir moduler les politiques en fonction des domaines abordés, en sachant qu'ils sont tous interdépendants. ■

Ces paysans mexicains quittent leur campagne au rythme d'un millier par jour pour venir s'entasser dans les faubourgs de la capitale.

La roue de la vie, symbole bouddhique. Temple de Likir (Ladakh).



Reconstruire Beyrouth

L'UNESCO va participer à la reconstruction du quartier des affaires de Beyrouth (Liban), en apportant un soutien technique sous forme de documentation, de recherches, notamment archéologiques, et d'enquêtes sur le terrain. Mais elle participera également à d'autres actions de reconstruction de la ville gravement endommagée par la guerre, notamment la restauration des sites historiques et celle du musée National du Liban. Et elle prôtera son assistance aux projets de développement d'un théâtre polyvalent, d'un centre culturel et d'une bibliothèque nationale. Aux termes d'un accord passé en octobre 1991, l'UNESCO et l'Office libanais pour le développement et la reconstruction — agence gouvernementale chargée de la reconstruction de Beyrouth — chercheront conjointement les fonds nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Livres nouveaux

• *Soins et éducation de la prime enfance, Une enquête mondiale* est un livre de 130 pages réalisé dans le cadre du projet de l'UNESCO « Le jeune enfant et le milieu familial ». Conçu à partir d'un questionnaire distribué aux Etats membres de l'Organisation, il étudie les programmes de soins et d'éducation de la prime enfance en cours dans 88 pays du monde. Il fait apparaître l'importance, dans ce domaine, de trois facteurs : la participation parentale et collective, le rôle croissant des centres de soins quotidiens et le rôle des familles nombreuses. Cet ouvrage est distribué gratuitement et peut être obtenu en écrivant à Wolfgang Schwendler, directeur du projet à l'UNESCO.

• *Education pour la prévention du sida* est une bibliographie de la documentation qui existe dans le monde sur la prévention du sida. Issue d'une base de données informatisées, elle contient les références indexées de plus de 1 000 documents rassemblés par l'ASERC (AIDS School Education Resource Centre), un centre situé au Siège de l'UNESCO qui recueille, analyse et diffuse matériel éducatif et documentation sur la maladie et sa prévention. Cet ouvrage de 218 pages, disponible en français, anglais et espagnol, s'adresse plus particulièrement aux

enseignants, éducateurs spécialisés et autres « confrontés aux problèmes de didactique et de méthodes pédagogiques concernant le sida ». Il est distribué gratuitement.

• Ouvrage trilingue (français, anglais et espagnol) devenu un outil de référence indispensable, l'édition 1991 de l'*Annuaire statistique de l'UNESCO* regroupe, sous forme de tableaux, des informations sur les domaines suivants : éducation, dépenses de l'enseignement, science et technologie, bibliothèques, édition de livres, journaux et autres périodiques, papier culturel, films et cinéma, radiodiffusion sonore et télévision, commerce international en matière d'imprimés. (375 FF).

Au secours du Bangladesh

L'UNESCO a accordé une subvention de 50 000 dollars au Bangladesh pour introduire dans les écoles primaires de ce pays, menacé par les cyclones, un programme de préparation aux catastrophes naturelles. Le cyclone qui l'a frappé en avril 1991 a fait plus de 140 000 victimes et causé des dégâts estimés à près de 900 millions de dollars sur les bâtiments, les matériels et les équipements scolaires. Cette subvention, accordée à la suite d'un appel lancé à la communauté internationale après ce cyclone dévastateur, permettra également de former des techniciens pour diriger les chantiers de construction d'établissements scolaires résistant aux cyclones et pouvant servir également d'abris.

Le regard des Indiens du Mexique sur les conquistadors

L'Amérique de la conquête peinte par les Indiens du Mexique de Serge Gruzinski, a paru dans la « Collection UNESCO d'œuvres représentatives » en collaboration avec les éditions Flammarion pour célébrer le 500^e anniversaire de la rencontre des deux mondes en 1992. L'auteur, directeur adjoint du Centre de recherches sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Andes à l'École des hautes études en sciences sociales — CNRS (Paris), a reconstitué, à travers les images les plus remarquables de nombreux codex indiens, le regard que portèrent les Indiens du Mexique sur les conquistadors et sur les bouleversements que connut leur civilisation. En grande partie inédites, ces images constituent un des récits les plus poignants de l'histoire de l'humanité et un exemple unique d'interpénétration des civilisations.

Al-Andalus

Le calendrier des rencontres prévues par l'Association internationale de recherche pour la paix (IPRA) concernant al-Andalus (« Il était une fois al-Andalus », numéro de décembre 1991, page 31) a été modifié. La

troisième rencontre aura lieu à l'UNESCO à la mi-mars 1992. Les deux autres évoquées auront lieu en fait à l'Université euro-arabe à Tolède (Espagne) du 13 au 20 juin 1992, et à Malte, du 25 au 27 juin 1992.

Musées au féminin

Quelle image donne-t-on des femmes dans les musées ? Quelle est la situation des femmes qui y travaillent, et comment améliorer leurs perspectives de carrières ? Comment les musées peuvent-ils contribuer à améliorer la condition féminine en général ? Toutes ces questions sont traitées dans « Les musées au féminin », le numéro 171 (1991) de *Museum*, la revue muséographique trimestrielle de l'UNESCO. En couverture, quatre enluminures de manuscrits français du 15^e siècle représentent des femmes dans l'exercice de leur métier — écriture, minéralogie, peinture et enseignement.

Economie et écologie

Et si la protection de l'environnement devenait l'un des moteurs de la croissance ? C'est ce « pari écologique » que le premier Salon-forum international des technologies et de l'environnement (ECOSITE), qui s'est tenu à Paris du 7 au 9 janvier 1992, a voulu faire découvrir concrètement aux collectivités locales et aux entreprises. Danièle Rousseau, la présidente d'ECOSITE, est convaincue qu'économie et écologie ont ensemble un bel avenir. Avec un « Marché vert » en pleine expansion, et la multiplication d'initiatives allant de l'attribution d'un prix des « éco-produits » à la recherche d'« éco-procédés », en passant par l'« éco-marketing », la protection de l'environnement fait désormais partie de toute stratégie de développement pour les entreprises performantes. *Le Courrier de l'UNESCO* a pu présenter aux visiteurs du Salon deux de ses récents numéros : « Environnement et développement : un pacte planétaire » (novembre 1991) et « L'enjeu démographique » (janvier 1992).

Nouveaux sites du patrimoine mondial

La Liste du patrimoine mondial s'est enrichie en décembre 1991 de 23 nouveaux sites :

- Abbaye et Altenmünster de Lorsch (Allemagne) ;
- Baie Shark, Australie occidentale (Australie) ;
- Ville historique de Sucre (Bolivie) ;
- Parc national de Serra da Capivara (Brésil) ;
- Monastère de Poblet (Espagne) ;
- Ancienne Rauma ; forteresse de Suomenlinna (Finlande) ;

- Paris, rives de la Seine ; Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye de Saint-Rémi et palais de Tau, Reims (France) ;
- Parc national de Komodo ; Parc national de Ujung Kulon ; Ensemble de Borobudur ; Ensemble de Prambanan (Indonésie) ;
- Centre historique de Morella (Mexique) ;
- Ile de Mozambique (Mozambique) ;
- Parc naturel national de l'Air et du Ténééré (Niger) ;
- Centre historique de Lima (Pérou) ;
- Réserve de la biosphère du delta du Danube (Roumanie) ;
- Temple d'Or de Dambulla (Sri Lanka) ;
- Domaine royal de Drottningholm (Suède) ;
- Sanctuaire de faune de Thung Yai-Huai Kha Khaeng ; Ville historique d'Ayutthaya et villes historiques associées ; Ville historique de Sukhothai et villes historiques associées (Thaïlande).

Le musée africain de demain

Une quarantaine de pays africains, du Maghreb à l'Afrique australe, ont participé aux rencontres « Quels musées pour l'Afrique ? Patrimoine en devenir », qui se sont déroulées en novembre 1991 au Bénin, au Ghana et au Togo sous l'égide du Conseil international des musées (ICOM). Perçues comme un événement exceptionnel, ces Rencontres ont bénéficié d'une grande mobilisation, non seulement des professionnels du patrimoine, mais aussi des responsables politiques et des décideurs économiques, tous participants d'une véritable muséologie africaine. Plusieurs organisations internationales, dont l'UNESCO, se sont associées à ces travaux, dont se sont dégagés quatre axes prioritaires : autonomie administrative et financière des musées africains ; collaboration plus étroite entre les structures muséographiques existantes ; réorientation des programmes de formation ; ouverture des musées sur la société. Le musée a ainsi été défini comme un outil au service de l'éducation du public, du pluralisme culturel, du développement national et de la démocratie.

Rectificatif

A la suite d'une regrettable erreur, nous avons daté, dans l'article de Mme Ruth Lazarus (« Retour au pays natal », p. 20 de notre numéro de février 1992 sur l'apartheid) l'élection de Frederick De Klerk à la présidence de la République d'Afrique du Sud en 1981. C'est, bien évidemment, 1989 qu'il faut lire. Nous présentons nos excuses à l'auteur, ainsi qu'à nos lecteurs.



Dubrovnik dans la tourmente

par Jean d'Ormesson



ÉCLATANTE sous le soleil, pressée sur son rocher devant une mer semée d'îles, enfermée dans ses remparts qui l'enserrent de toutes parts, impérieuse et charmante aux bords de l'Adriatique, Dubrovnik est une des plus belles et peut-être la plus séduisante de toutes les villes du monde. S'il y a un endroit sur cette Terre où la culture, la lumière, la beauté du décor, toutes les richesses de l'histoire et de l'art se sont donné rendez-vous dans un espace restreint et clos, c'est bien Dubrovnik, inscrite par l'UNESCO, avec d'autres merveilles nées du génie des hommes dans toutes les régions et toutes les cultures de la planète, sur l'inventaire des chefs-d'œuvre du patrimoine mondial.

44 Regardez une photographie, si possible aérienne, ou, mieux encore, une maquette de

la vieille ville de Dubrovnik. Ce qui frappe aussitôt, c'est l'homogénéité, l'intégrité et l'harmonie du site. Entourée de remparts intacts qui font le tour de la ville, flanquée de son vieux port minuscule protégé par des bastions, Dubrovnik offre l'image d'un tissu dense et serré de maisons de pierre claire dominées, ici et là, par des tours, des palais, des églises et des cloîtres.

L'art, à Dubrovnik, est lié intimement à la nature. Et la nature et l'art y sont liés à la liberté. La nature, c'est d'abord la mer : la Méditerranée, et plus précisément l'Adriatique. De l'autre côté de l'Adriatique, ce sont les villes italiennes de Bari, de Brindisi — où mourut Virgile —, d'Ancône, de Ravenne avec ses mosaïques et ses églises élevées par Justinien,

empereur de Constantinople, et par Théodoric, roi des Ostrogoths. C'est surtout Venise, modèle et rivale de Dubrovnik. Du côté de Dubrovnik, l'Adriatique n'est qu'un chapelet d'îles, plus belles, plus vertes, plus mystérieuses les unes que les autres et aux noms enchanteurs : Lokrum, Mljet, Korčula, Hvar... Au sud, c'est le Montenegro, avec une baie d'une beauté à couper le souffle : les fameuses bouches de Kotor, jadis appelées bouches de Cattaro, où la montagne se précipite dans la mer. C'est que la montagne est aussi omniprésente que la mer. Le port de Dubrovnik est dominé de tous côtés par de hautes collines, couvertes souvent de forêts. Jamais la nature, sous le ciel le plus pur et un soleil généreux, n'a fourni à l'art un écrin plus précieux. Mais ce qui fait



surtout la grandeur et la beauté de la ville, ce sont les hommes. Et leur génie.

L'art, la beauté, la liberté, le talent apparaissent très tôt à Dubrovnik. Et comment ? Par le choc, comme souvent, entre deux cultures différentes. Dès le début du 7^e siècle, sur la côte dalmate, des tribus slaves s'emparent d'une ancienne colonie de la ville grecque d'Epidaure, rattachée dans le monde romain à la province de l'Illyricum. Ses habitants gréco-romains s'installent, un peu plus au nord, dans une petite île appelée *Ragusium* ou *Ragusa*. En face d'eux, sur la terre ferme, au milieu des bosquets de chênes — *Dubrava* — s'établit une tribu slave. Quelques siècles plus tard, l'étroit bras de mer séparant la cité grecque et latine de l'établissement slave sera comblé, et sur son emplacement s'élèvera l'admirable boulevard rectiligne, bordé de palais et d'églises, qui traverse la ville de part en part et qu'on distingue sur toutes les photographies : la Placa — ou la Stradum. Raguse et Dubrovnik ont confondu leur destin.

L'élève et la rivale de Venise

La Placa est le centre d'une ville vouée pendant des siècles au commerce maritime et à l'art, et qui a su conserver, au milieu des tourbillons de l'histoire, son indépendance et son originalité. Etablie sur les confins qui séparaient

jadis l'Empire d'Orient de l'Empire d'Occident, Dubrovnik se couvre peu à peu de palais et de monuments qui semblent obéir à un plan rigoureux et concerté d'urbanisme. Venise, qui l'a emporté sur Constantinople en 1204, exerce sur Raguse une influence considérable. Longtemps considérée, en raison de ses humanistes, de ses philosophes, de ses poètes, de ses mathématiciens, de ses artistes, comme l'*Athènes des Slaves du Sud*, Dubrovnik est, en réalité, l'élève hardie et brillante et la rivale de Venise.

À l'autre bout de la Placa, se dresse la tour de l'Horloge. Elle constitue le centre d'une place autour de laquelle se rassemblent les chefs-d'œuvre de Dubrovnik, et d'abord le palais Sponza, harmonieux ensemble gothique et Renaissance, dont la façade s'orne d'une galerie soutenue par cinq piliers qui forment six arches d'un suprême élégance. En face du palais Sponza, l'église baroque de Saint-Blaise. Devant l'église, la colonne de Roland, élevée en 1418 : selon la légende, le neveu de Charlemagne aurait débarqué à Raguse à la tête d'une flotte franque envoyée par l'empereur pour combattre les Sarrasins. Mais le plus beau, peut-être, de tous les monuments de Dubrovnik, c'est, à deux pas de là, le palais des Recteurs. Construit au 12^e siècle, endommagé par un violent tremblement de terre qui détruisit une bonne partie de la ville, reconstruit à neuf, il

Page de gauche, la vieille ville de Dubrovnik, atteinte le 6 décembre 1991 par des tirs d'obus (ci-dessus).

accueillait le recteur élu mensuellement et qui, durant tout le mois de sa magistrature, n'avait pas le droit de quitter le palais. D'où l'inscription latine gravée sur la façade : *Obliti privatorum publica curate* (oubliez vos affaires privées et prenez soin du bien public).

Située à la marge de l'empire ottoman comme Venise l'avait été, jusqu'au début du 13^e siècle, sur celle de l'empire byzantin, Dubrovnik, pendant des siècles, accumule les chefs-d'œuvre : objets rares et précieux, étoffes, vases, sculptures, toiles du Titien, de Raphaël, du Tintoret, de Tiepolo... Le progrès technique et social s'y combine avec le culte de l'art et de la tradition. Dès 1347, Raguse s'enorgueillit d'un hospice pour vieillards. Le commerce des esclaves — dont un écho retentit encore à Venise avec la Riva degli Schiavoni qui court le long de la lagune depuis la Piazzetta jusqu'aux abords de l'Arsenal — et la torture sont abolis dès 1416. L'instruction publique atteint de bonne heure, à Raguse, un niveau très élevé. Au milieu de cet épanouissement de l'humanisme et de ce culte du progrès, la tradition reste très forte. Dans l'église des franciscains, un tableau du 15^e siècle représente



La Placa, l'avenue rectiligne qui traverse la ville de part en part, à l'emplacement du bras de mer qui séparait jadis l'île gréco-romaine de *Ragusium* de l'établissement slave de *Dubrava*. Au fond à droite, le campanile de l'église des franciscains.

saint Blaise, patron de la cité. Il tient à la main une maquette de Dubrovnik. L'aspect que la ville offre aujourd'hui est presque semblable, malgré les siècles, les guerres, les incendies, les tremblements de terre, à celui qu'elle présentait il y a un demi-millénaire.

La peur rôde dans les rues

Les épreuves pourtant n'ont pas manqué à Dubrovnik. Une des plus cruelles est celle qu'elle subit aujourd'hui. Depuis plusieurs mois, la ville est étroitement assiégée. L'eau manque. La nourriture ne parvient, au compte-gouttes, que par le nouveau port, à quelques kilomètres de la cité ancienne. Des obus sont tombés un peu partout, incendiant les faubourgs extérieurs, endommageant la vieille ville. La peur rôde dans les rues de la rivale de Venise.

Beaucoup d'autres populations à travers le monde, qui ne disposent pas du passé et des ressources d'art de la Dalmatie, souffrent sans doute plus encore. Et la vie des hommes, des femmes, des enfants a partout le même prix. Mais l'histoire a doté Dubrovnik d'un statut particulier : c'est un peu de passé qui survit dans le présent, c'est un peu de beauté qui éclaire le monde. Les hommes ont besoin de beauté comme ils ont besoin de pain et d'amour. Tout au long de sa carrière éclatante, Raguse, au milieu des tempêtes et des abominations de l'histoire, n'a pas seulement incarné

les plus hautes valeurs artistiques, elle a défendu son indépendance, elle a servi l'humanité et, dans la mesure de ses moyens et de l'évolution des esprits, elle a été à la pointe du progrès et des droits de l'homme.

Dans les épreuves qu'elle traverse sous nos yeux, la tâche de l'UNESCO est très difficile. Il est impossible à une organisation internationale dont la Yougoslavie faisait partie depuis de longues années et où elle jouait un rôle important, de se prononcer dans une guerre fratricide. Mais pour tous ceux qui sont attachés aux principes fondamentaux de l'Organisation, il ne saurait être question d'assister sans réagir ou dans l'indifférence à des risques de destruction d'un trésor culturel. Tous les hommes de bonne volonté doivent se mobiliser pour que Dubrovnik soit sauvée. Et, au-delà de Dubrovnik, pour que la guerre recule et que des adversaires, que les passions séparent mais que la géographie et l'histoire contraignent à vivre ensemble, s'acceptent enfin les uns les autres et, un jour, se réconcilient. ■

JEAN D'ORMESSON, écrivain français, est secrétaire général du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines et rédacteur en chef de *Diogène*, revue internationale des sciences humaines publiée avec l'aide de l'UNESCO. Membre de l'Académie française depuis 1973, il est l'auteur d'un grand nombre d'essais et de romans, notamment *Tant que vous penserez à moi* (entretiens avec Emmanuel Berl, Grasset 1992). En décembre 1991, Jean d'Ormesson s'est rendu à Dubrovnik, alors assiégée, à bord de la *Rance*, navire français en mission humanitaire.

L'UNESCO FACE A L'URGENCE

EN dehors de la vieille ville de Dubrovnik, huit autres sites de Yougoslavie sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial : Le vieux Ras avec le monastère de Sopocani, le noyau historique de Split avec le palais de Dioclétien ; le parc national de Plitvicka, les contrées naturelles et culturo-historiques d'Ohrid et de Kotor, le parc national de Durmitor, le monastère de Studenica et les Grottes de Skocjan. Ces sites sont garantis par deux conventions internationales ratifiées par la Yougoslavie : la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), et la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).

Dès septembre 1991, le Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, lançait des appels pressants pour la sauvegarde de la ville historique de Dubrovnik, ainsi que des autres sites du patrimoine mondial menacés par les combats en Croatie. Le 28 octobre, devant l'escalade des périls, il envoie sur place un représentant personnel pour rappeler aux autorités concernées leurs obligations en vertu des deux conventions sus-mentionnées. Il multiplie les appels aux parties en présence pour qu'elles entament des négociations en vue d'un règlement pacifique de leurs différends, tandis que la Conférence générale de l'UNESCO, réunie à Paris, leur demande instamment de se retirer de la ville de Dubrovnik, « dont la splendeur est le bien de l'humanité tout entière ».

Le 28 novembre, deux observateurs de l'UNESCO arrivent à Dubrovnik : ils sont chargés de répertorier les dommages causés au cœur de la vieille ville et d'informer quotidiennement le Directeur général sur la situation. A cette date, la vieille ville était encore relativement épargnée par les combats. Le 6 décembre, le centre historique, atteint par des tirs d'artillerie lourde, est gravement endommagé. Depuis leur abri, par téléphone, les observateurs de l'UNESCO, après avoir inspecté les lieux, rendent compte des dégâts : certains bâtiments sont gravement endommagés, d'autres sont en feu. Au nombre des monuments touchés, la porte Pile, le monastère dominicain, l'église saint Blaise, le palais Sponza et le musée du Rupe. Se déclarant « indigné et consterné », le Directeur général de l'UNESCO demande solennellement, et au nom du droit international, que cesse toute action hostile contre la ville, alors qu'y « flotte le drapeau des Nations Unies ».

En décembre 1991, le Comité du patrimoine mondial, représentant 123 Etats parties à la Convention du patrimoine mondial, dont la Yougoslavie, estime qu'il est de son devoir, étant donné « l'état d'urgence dans lequel se trouve la Vieille ville de Dubrovnik, de l'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial en péril afin de permettre la mise en œuvre de mesures exceptionnelles de sauvegarde en sa faveur. »

Une nouvelle mission d'observation est envoyée dans la ville le 17 janvier 1992, pour dresser le bilan des dégâts et recueillir les éléments nécessaires à la préparation d'un Projet de restauration de la Vieille ville.

L'UNESCO envisage de créer un fonds pour la sauvegarde de Dubrovnik : 200 000 dollars des Etats-Unis doivent être affectés aux travaux les plus urgents. Enfin, l'Organisation prévoit de lancer une campagne internationale de collecte de fonds pour la restauration des monuments culturels endommagés par la guerre en Yougoslavie. ■



L E C T U R E S

VIENT DE PARAÎTRE

« L'UNESCO : UNE ENTREPRISE ERRONÉE ? »

par Chikh Bekri

Éditions Publisud, Paris 1991

Ci-dessus, *Vol spatial*, sculpture offerte à l'UNESCO par l'Union soviétique. Symbole des réalisations scientifiques et culturelles qui ont permis l'exploration du cosmos, elle a séjourné dans l'espace, à bord de *Soyouz 7*, du 19 août au 10 décembre 1982.

PUBLIÉ juste à la veille de la 26^e Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le livre de Chikh Bekri, *L'UNESCO : « Une entreprise erronée »* ?, aura été le dernier cri lancé par un homme qui fut, pendant vingt-cinq ans, haut fonctionnaire international, et, en particulier, directeur du cabinet et sous-directeur général de l'UNESCO de 1976 à 1987. Un cri lancé pour tenter d'arrêter « cette espèce d'étatisation rampante qui finira par dépouiller l'Institution de son identité singulière... ».

Même pour ceux qui ne partagent point l'idéalisme de Chikh Bekri, la lecture de son livre est essentielle. C'est le livre d'un « honnête homme » : à aucun moment de ses trois

cents pages, l'auteur ne se laisse emporter par la passion qui l'habite. C'est avec beaucoup de courtoisie qu'il se penche sur l'histoire de l'Organisation, non pas pour en décrire le fonctionnement et faire un bilan de ses réalisations et de ses non-réalisations, mais pour déceler la malformation, qu'il dit être « congénitale », qui la mènera de la « flamboyance » à l'« inertie », et qui la menace de disparition, ou d'éclatement en une pléiade de « petites institutions spécialisées purement techniques et étroitement contrôlées par leurs bailleurs de fonds ».

Le titre du livre reprend, mais en prenant soin de la mettre à la forme interrogative, une phrase de Benedetto Croce, le philosophe italien. C'est une manière de suggérer que l'UNESCO pourrait ne pas être une « entreprise erronée »... Mais à quelles conditions ? Pour répondre à cette question, l'auteur commence par dresser la carte génétique de l'Organisation dans l'espoir de mieux repérer les éléments constitutifs et de déceler les raisons fondamentales de son fonctionnement et de son dysfonctionnement.

L'UNESCO, à ses yeux, n'est pas une organisation internationale comme les autres. Elle est, essentiellement, une « entreprise éthique », « morale ». Elle doit, impérieusement, être servie par des « missionnaires ». Comme les jésuites qui ne font rien qui ne soit « Pour la plus grande gloire de Dieu », les fonctionnaires de l'UNESCO doivent se consacrer entièrement à « la plus grande gloire de la Société des Esprits ». Et les majuscules ne sont point fortuites...

C'est à partir de ces références kantienues que Chikh Bekri entame sa recherche. Il ne tarde pas à constater que, tout au long de l'histoire de l'UNESCO comme dans sa préhistoire, la politique est omniprésente : « la politique était inscrite dans les gènes de l'Organisation ». Affirmer vouloir « contribuer à l'instauration de la paix universelle à travers la coopération intellectuelle internationale et la compréhension mutuelle par l'éducation, la science et la culture » est, en soi, un acte politique ; de même, la contestation d'un tel objectif relève de la politique.

Les divergences qui ont apparues, dès la conférence préparatoire de novembre 1945, n'opposaient pas les politiques et les autres, mais « ceux qui souhaitaient la création d'un organisme de coopération intellectuelle technique dans lequel prédomineraient (comme au temps de la Société des Nations, dans la Commission internationale de coopération intellectuelle) d'éminents savants et de grands penseurs ayant une autorité spirituelle et morale

incontestable, et ceux qui voulaient une organisation intergouvernementale, politique dans sa nature, éthique dans ses objectifs et technique dans ses domaines d'intervention, où les décisions seraient prises exclusivement par ceux qui ont le pouvoir, la responsabilité et les moyens de les faire exécuter » (p.13).

Il n'a donc jamais été question de créer une sorte de gigantesque Organisation non gouvernementale. Le pouvoir politique détient dès le départ à l'UNESCO, non seulement les moyens matériels, mais aussi les moyens juridiques de toute coopération internationale. Les réalisations grandioses de l'UNESCO, en Italie, en Egypte ou en Indonésie, par exemple, auraient certainement été impossibles sans l'autorisation, voire la participation, des gouvernements concernés.

Chikh Bekri a une trop grande expérience de la coopération internationale pour s'en offusquer. Mais à le lire, on perçoit ses préférences. Si la présence des gouvernements est nécessaire, c'est pour donner aux « missionnaires » les moyens nécessaires à la réalisation de leurs programmes, et non pour les soumettre à leurs raisons d'Etat. Faute d'avoir clarifié « les rapports ambigus que le pouvoir politique entretient avec la communauté intellectuelle », les fondateurs de l'UNESCO ont introduit le loup dans la bergerie. C'est là que réside le « péché originel » de l'UNESCO. C'est à partir de là que l'ingérence des pouvoirs politiques n'a cessé de proliférer au détriment de la « Société des Esprits ». Non sans « conséquences désastreuses », puisque cette ingérence risque de finir par ne plus pouvoir ni gérer l'Institution, ni se gérer elle-même.

Envers l'UNESCO, l'auteur se montre à la fois compréhensif et critique. L'UNESCO ne peut être cette « Société des Esprits » qu'il appelle de ses vœux, mais c'est au nom de cette « Société des Esprits » qu'il lui adresse ses principales critiques. Et c'est à partir de cette position inconfortable, à la fois « dedans » et « dehors », qu'il développe sa thèse. Il s'inspire alors du modèle tripolaire du Bureau international du travail, qui lui paraît reposer sur un compromis viable. « Une plus grande participation (aux délégations nationales et au conseil exécutif) des intellectuels organisés en tant que tels à travers leurs associations et leurs syndicats (...) atténuerait le poids de la politique, donnerait la possibilité aux éducateurs, aux scientifiques et aux hommes de culture de faire entendre leur voix. » (p.22)

C'est cette proposition de l'auteur qui pose problème. Elle aurait été séduisante si l'on pouvait cerner la notion d'« intellectuels ».

Pour ma part, j'avoue avoir, depuis longtemps, déclaré forfait. Il n'existe pas de « profession : intellectuel ». Un enseignant, un ingénieur, un médecin, un journaliste, voire un écrivain, n'est pas nécessairement un intellectuel. Si l'on consulte les dictionnaires, on ne voit aucun personnage défini comme « intellectuel ». Ni Diderot, ni Hegel, ni Marx, ni Sartre, ni Russell. Edgar Morin est un anthropologue et un sociologue. Il devient un « intellectuel » lorsque, au détour d'un travail académique, il s'engage et prend des risques. L'intellectuel est un phénomène qui n'existe pas « en tant que tel », et qui ne se manifeste que conjoncturellement. Hors la conjoncture où il s'engage et se fait contestataire et démystificateur, il est journaliste, écrivain, ingénieur, physicien, médecin, avocat, fonctionnaire, etc. Il ne peut donc y avoir d'associations d'intellectuels « en tant que tels ». Toute association de ce genre est, au départ, instrumentalisée. Et lorsque des pseudo-intellectuels se retrouvent dans de telles pseudo-associations, c'est généralement pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'intellectualisme.

Nulle part, ni dans l'avant-projet présenté à la Conférence des ministres alliés de l'éducation, ni dans le projet français, ni dans les documents finals tels qu'approuvés par la Conférence de fondation de l'UNESCO (que l'auteur publie en annexes), le mot « intellectuel » ne figure en tant que substantif. L'expression « coopération intellectuelle » n'apparaît, avec profusion, que dans le projet français, et semble n'avoir été retenue avec parcimonie dans le document final que pour satisfaire la délégation française.

Cette situation ne semble pas échapper à Chikh Bekri qui, à un endroit de son livre, remplace le mot « intellectuels » par l'expression « travailleurs intellectuels ». Mais alors, c'est la « Société des Esprits » qui est mise en cause. La fonction publique, pour ne citer qu'elle, est bourrée de « travailleurs intellectuels » qui ne sont appelés ainsi que pour les distinguer des « travailleurs manuels », distinction qui, d'ailleurs, devient de plus en plus aléatoire.

La « Société des Esprits » est une vue d'« honnête homme ». Chikh Bekri vient nous rappeler qu'il en existe encore. Écoutons-le comme un sage pour qui l'éthique, la morale et le dévouement à une cause juste sont des valeurs inappréciables. ■

LOTFALLAH SOLIMAN, écrivain et journaliste égyptien, a notamment publié *Pour une histoire profane de la Palestine* (La Découverte, 1989).



Musiques

La danse du Nat, exécutée à l'ouverture d'un concert en plein air à Rangoon devant le jeu de gongs d'un Hsaing-waing (« cercle de musique », ensemble orchestral birman).



birmanes

par Khin Mya Kyu

PARTICULIÈREMENT sensible dans la mythologie, les croyances et les arts et surtout dans les thèmes des théâtres d'ombre et des drames dansés, l'influence de l'Inde sur la Birmanie (aujourd'hui Union de Myanmar) est moins perceptible dans la musique. C'est plutôt aux civilisations du Sud-Est asiatique (Thaïlande, Laos, Cambodge) que celle-ci s'apparente.

Aujourd'hui, le nom de Hsaing-waing (cercle de musique) désigne l'ensemble orchestral birman le plus complet. Il est composé essentiellement d'un jeu de 8 à 21 tambours suspendus par des lanières de cuir sur un cadre circulaire en rotin et d'une batterie de cymbales, également circulaire.

A ces deux éléments de base, s'ajoutent 7 à 12 instruments divers — hautbois, claquois de bambous, flûtes et orgues de bouche, claquettes, cloches, xylophones, métallophones,

cithares et vielles. Comme dans tous les pays de la région, les tambours et les gongs sont rois. Dans les orchestres traditionnels, on en trouve de tous les genres et de toutes les formes : des tambours à deux peaux frappés à l'aide de baguette en bois, des tambours horizontaux à deux peaux frappés à mains nues, des tambours sur poterie fermés par une peau tendue d'un seul côté. Les gongs sont bulbés ou simples, suspendus ou posés sur des assises en bois.

La plupart de ces instruments, y compris les tambours, sont à sons fixes. C'est pourquoi ils vont presque toujours par paires, l'un pour le registre aigu, l'autre pour le grave.

En Birmanie, où les notes se lisent en ordre descendant, il en est comme dans les autres pays du Sud-Est asiatique : l'octave est divisée, théoriquement, en sept intervalles égaux. Cette équidistance permet aux musi-

ciens de prendre n'importe quel degré pour jouer une mélodie sans changer la structure des échelles.

La musique traditionnelle birmane laisse une part importante à l'improvisation. En principe, dans tous les orchestres du monde, les instruments sont sensés jouer à l'unisson. Mais dans les orchestres traditionnels birmans, la liberté des instrumentistes est telle, qu'à partir d'une mélodie connue de tous, chacun est libre de faire les variations qui lui plaisent, pourvu qu'il rejoigne l'ensemble de temps à autre. L'exécution en devient parfois « hétérophonique ». Manque-t-elle d'harmonie pour autant ?

A Myanmar, comme dans le reste de l'Asie, la musique est intimement liée aux arts de la scène : pièces de théâtre, spectacles de marionnettes, théâtres d'ombres, drames dansés et opéras. Souvent données en plein air, les représentations durent plusieurs heures, parfois plusieurs jours.

Dans les textes dramatiques, l'influence indienne est prépondérante. Tous les personnages, héros ou dieux, émanent des épopées du Ramayana et du Mahabharata, ou des Jataka, ces récits qui relatent des épisodes des vies antérieures du Bouddha.

Rythmes modernes et métallophones antiques

La musique birmane n'échappe pas à la contagion des musiques occidentales, puissamment diffusées par les médias modernes. Certains musiciens ont cru opérer une synthèse en adaptant des textes birmans à des musiques occidentales ou en interprétant sur des musiques birmanes des traductions de chansons françaises ou anglaises. Cette musique dite « nouvelle » est un genre hybride dont la valeur artistique est pour le moins incertaine.

A force d'être diffusés par la radio, la télévision et le cinéma, ces rythmes nouveaux finissent par s'imposer. Ils sont généralement bien accueillis par les jeunes.

On a pu dire que le Myanmar était le pays des cent mille pagodes, puisque chaque village possède au moins un monastère et une pagode. Les carillons des lames métalliques et des cloches, emportés par le vent, s'y relayent en une chaîne ininterrompue. Cette musique-là restera longtemps irremplaçable dans le paysage birman. ■

KHIN MYA KYU, ancien chef du Département de français et professeur à l'Institut des langues étrangères de Rangoon, appartient actuellement à l'Office de l'information du public à l'UNESCO. Elle a publié plusieurs travaux sur l'art et la culture de son pays, dont *Shingyan ou Fêtes de l'eau en Birmanie* (1990) et, en collaboration, un dictionnaire birman/français (CNRS), dont 14 volumes sont déjà parus.

Avis de vacances de postes à l'UNESCO

■ ARCHIVISTE CHARGÉ DES RÉFÉRENCES

Poste : DIT-048 P-3
Bureau de la documentation, des services informatiques et des télécommunications Division de l'information, de la bibliothèque et des archives. Section des archives et de la micrographie

Fonctions et responsabilités

Responsabilité du service de références concernant l'histoire et les activités de l'UNESCO

- Indexer sous forme informatisée les résolutions et documents connexes de la Conférence générale (base de données ICONFEX).

- Classer les documents et en faire la description dans les inventaires, guides et autres instruments de recherche

- Triier les documents en vue de leur affectation.

- Etudier de nouvelles méthodes et techniques archivistiques modernes

Titres et expérience requis :

- Grade universitaire ou titre équivalent (un diplôme d'histoire serait un atout)
- Diplôme dans le domaine des archives.
- Niveau élevé d'instruction et de culture générale.

- Expérience de l'organisation et de l'administration d'archives historiques ou administratives au plan national et/ou international à un niveau croissant de responsabilités (5 ans au minimum).

- Connaissance de la micro-informatique et de la bureautique indispensable

Langues requises : Anglais, Français

Durée de l'engagement : deux ans, renouvelable, commençant dès que possible.

Date limite : Les candidatures doivent parvenir au Chef de la Division du développement des ressources humaines, Bureau du Personnel, UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris (France), au plus tard le 9 avril 1992.

Prière de rappeler la référence : DIT-048.

■ CHEF DE SECTION

Poste : ED-343 P-5
Section de l'enseignement technique et professionnel, Division du développement de l'éducation, Secteur de l'éducation.

Fonctions et responsabilités

Sous la supervision générale du Directeur de la Division, le titulaire sera notamment chargé :

- de coordonner la planification et l'exécution des activités du programme ordinaire et des projets extrabudgétaires concernant l'enseignement technique et professionnel ;

- de promouvoir l'application de la Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel ;

- d'aider les Etats membres, à leur demande, à élaborer des programmes nationaux de développement de leur enseignement technique et professionnel ;

- de fournir un appui technique et administratif aux projets opérationnels mis en œuvre dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel.

Titres et expérience requis

- Grade universitaire supérieur et titres internationalement reconnus dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel.

- Expérience de l'enseignement technique et professionnel en ce qui concerne l'élaboration de politiques et programmes et/ou la pratique pédagogique.
- Connaissance approfondie des conditions et problèmes particuliers de l'enseignement technique et professionnel dans les pays en développement.
- Connaissance de l'anglais et du français obligatoire.

Date limite : Les candidatures doivent parvenir au Chef de la Division du développement des ressources humaines, Bureau du Personnel, UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris (France), au plus tard le 9 avril 1992

Prière de rappeler la référence : ED-343

LE COURRIER DES LECTEURS



Trop plein

Que dans l'entretien qu'il vous accordé dans le numéro d'octobre 1991 (« Enfances en péril »), M. Gabriel García Márquez se dise issu d'un *trop plein* de l'Europe, cela ne regarde pas lui. Pour ma part, j'estime non seulement injuste, mais également contraire à la vérité historique, d'étendre cette remarque à l'ensemble de l'Amérique latine.

Ignorerait-il que d'Europe, et plus particulièrement d'Espagne, sont aussi venus des gentilshommes (si cette qualité l'intéresse) d'une très grande bravoure, entreprenants, travailleurs, honnêtes à tous égards... Sans oublier que nous autres Latino-Américains sommes également issus, à divers degrés, de populations autochtones (plus ou moins asservies) et de populations africaines (traitées, elles, avec la plus grande infamie) ?

Par ailleurs, M. García Márquez déclare que l'Europe a perdu de vue les péripéties de son histoire (oserait-on dire aussi que l'Europe est faite d'un *trop plein* de l'empire romain ou des peuples barbares qui l'envahirent au 5^e siècle ?), que Tenochtitlán était au 15^e siècle une ville plus grande que Paris, que l'influence africaine est particulièrement marquante dans certains pays latino-américains... Que représente, en définitive, ce « *trop plein* » de l'Europe en Amérique latine ?

Gustavo Restrepo Uribe
Quito (Equateur)

Al-Andalus... à Marseille au 13^e siècle

Pour nous archéologues, la céramique, considérée souvent comme un art mineur, vient de nous fournir une illustration remarquable des échanges culturels de l'Espagne andalouse avec la Provence. Un transfert technologique peut être clairement démontré à Marseille au début du 13^e siècle par la découverte d'un atelier de potiers mis au jour lors de fouilles archéologiques de sauvetage réalisées en collaboration avec l'Atelier municipal du patrimoine. La rénovation du quartier Sainte

Barbe a révélé un bourg extra-muros médiéval occupé par des artisans potiers originaires d'une même aire culturelle. Ils étaient spécialisés dans l'art de la glaçure (alquifoux) et de l'émail. Les fours (dont un de technologie arabe) et les installations annexes ont livré de grands dépotoirs de céramiques dont la variété laisse peu de doute sur leur filiation avec le monde musulman.

La richesse du service d'éclairage (candil) ou de la vaisselle de table, coupes, vases à liquide (ataifor, redoma, limeta), bassins (alcadafe), ne trouve aucun équivalent dans la tradition provençale de l'époque, qui ignore encore les techniques en usage depuis le 10^e siècle à Murcie, Grenade, Malaga ou dans le monde siculo-maghrébin. Alambics, vases à filtre ou à bec verseur zoomorphe et coupes ou carreaux de pavement à décor peint montrent la polyvalence de cette officine. C'est à ce jour la plus ancienne faïencerie connue au nord des Pyrénées. Elle trouvera tout naturellement son prolongement dans la région avignonnaise au 14^e siècle avec l'installation de la cour pontificale.

L'archéologie vient ainsi mettre en évidence un relais inattendu dans la transmission d'un savoir-faire spécialisé qui influencera toutes les productions céramiques ultérieures...

H. Marchesi, J. Thiriot, L. Vallauri
Laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne
ERA 6 — CNRS
Aix-en-Provence (France)

Les écologistes au pilori

Il est regrettable que votre numéro de novembre 1991 (« Environnement et développement, un pacte planétaire ») fasse une si large place à certaines inepties.

Jacques-Yves Cousteau donne des statistiques inexactes et des affirmations fantaisistes, du genre (et c'est la meilleure) « On va finir par suffoquer avec le CO₂ ». Si le dioxyde de carbone pose un problème, il n'est certainement pas respiratoire. Incidemment, deux météorologistes danois ont démontré récemment qu'il y avait une étroite corrélation entre la

durée des cycles des taches solaires et la température moyenne de l'air sur l'hémisphère nord, ce qui semble indiquer que l'effet de serre est bien moins significatif qu'on ne l'a cru jusqu'ici.

Il est réjouissant de voir les représentants du Worldwatch Institute plaider pour l'énergie solaire, utopique panacée, alors même que le plus grand constructeur de centrales solaires du monde vient de faire faillite.

Bernard Gilland
Espergaerde (Danemark)

Utopies et socialisme

J'ai été saisi, à la lecture de votre numéro de février 1991 sur « Les utopies », par l'affinité qui existe entre les utopies anciennes et le socialisme actuel. Toutefois, je ne partage pas l'avis exprimé par Gilles Lapouge sur l'œuvre de Platon dans son excellent article « L'idéal de la fourmilière ». Le philosophe grec a en effet formulé deux conceptions antinomiques de l'Etat idéal, et si dans *La République*, il nie la famille, dans *Les lois*, au contraire, il en fait un devoir civique.

G. Konovalova
Iekaterinbourg (Russie)

Mappes sardes

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre numéro consacré aux « Arpenteurs de la Terre » (juin 1991) et en particulier les articles relatifs à la réalisation des premières cartes et cadastres en France. A ce propos, je tiens à signaler qu'en Savoie (qui n'était pas alors française), le premier cadastre a été réalisé dès 1730, à l'initiative de Victor Amédée II, comme cela s'était accompli en Piémont à son désir. Les « mappes sardes », comme on les nomme (royaume de Piémont-Sardaigne) ont encore été consultées à Ugine en 1945. C'est une très belle réalisation en couleurs où se trouvent figurés selon un code précis reliefs, arbres, marais, etc.

G. Dalas
Chambéry (France)

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Français : Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais : Roy Malkin

Espagnol : Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Etudes et recherches : Fernando Ainsa

Unité artistique, fabrication :

Georges Servat (47.25)

Illustration : Ariane Bailey (46.90)

Documentation : Violette Ringelstein (46.85)

Relations éditions hors Siège et presse :

Solange Belin (46.87)

Secrétariat de direction :

Annie Brachet (47.15), Mouna Chatta

Assistant administratif : Prithi Perera

Editions en braille (français, anglais, espagnol et

coréen) : Marie-Dominique Bourgeois (46.92)

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe : Alexandre Meïnikov (Moscou)

Allemand : Werner Merkli (Berne)

Arabe : El-Said Mahmoud El Sheniti (Le Caire)

Italien : Mario Guidotti (Rome)

Hindi : Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Persan : H. Sadough Vanini (Téhéran)

Néerlandais : Paul Morren (Anvers)

Portugais : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Turc : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Oourdou : Wali Mohammad Zaki (Islamabad)

Catalan : Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Coréen : Yi Tong-ok (Séoul)

Kiswahili : Leonard J. Shuma (Dar-es-Salaam)

Croato-serbe, Macédonien, Serbo-croate,

Slovène : Blazo Krstajic (Belgrade)

Chinois : Shen Guofen (Beijing)

Bulgare : Goran Gotev (Sofia)

Grec : Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais : S. J. Sumanasekera Banda (Colombo)

Finois : Marjatta Oksanen (Helsinki)

Suédois : Manni Kössler (Stockholm)

Basque : Gurutz Larrañaga (San Sebastian)

Vietnamien : Do Phuong (Hanoi)

Pachto : Ghoti Khaweri (Kaboul)

Haoussa : Habib Alhassan (Sokoto)

Bangla : Abdullah A. M. Sharafuddin (Dacca)

Ukrainien : Victor Stelmakh (Kiev)

Tchèque et Slovaque : Milan Syruček (Prague)

Galicienne : Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

VENTES ET PROMOTION

Assistante : Marie-Noëlle Branet (45.89).

Abonnements : Marie-Thérèse Hardy (45.65), Joceiyne

Despouy, Alpha Diakitè, Jacqueline Louise-Julie,

Manichan Ngonekeo, Michel Ravassard, Michelle

Robillard, Monamed Salah El Din, Sylvie Van Rijsewijk,

Ricardo Zamora-Perez

Liaison agents et abonnés : Ginette Motreff (45.64).

Comptabilité : (45.65)

Courrier : Martial Amégée (47.50)

Magasin : Hector Garcia Sandoval (47.50)

ABONNEMENTS. Tél. : 45.68.45.65

1 an : 211 francs français. 2 ans : 396 francs.

Pour les pays en développement :

1 an : 132 francs français. 2 ans : 211 Francs

Reproduction sous forme de microfiches (1 an) :

113 francs.

Reliure pour une année : 72 francs

Paiement par chèque bancaire, CCP ou mandat à

l'ordre de l'UNESCO.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'UNESCO expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'UNESCO ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPÔT LÉGAL : C1 - MARS 1992

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocompositeur : Le Courrier de l'UNESCO

Photogravure-impression : Maury-Imprimeur S.A.

Z.I. route d'Etampes, 45330 Malesherbes.

ISSN 0304-3118 No 3 - 1992 OPI 92 - 5 - 502 F

Notre prochain numéro
(avril 1992)
aura pour thème :

L'ART DANS LA RUE

Il sera précédé d'un entretien avec
le grand écrivain américain
William Styron

Crédits photographiques

Couverture, pages 3 à droite, 24-25 : © Claude Sauvageot, Paris. Couverture de dos : © Charles Lenars, Paris. Page 2 : © V. Balu, Bangalore. Page 4 en haut, 5 en haut : © UNESCO — Michel Claude. Page 4 en bas : UNESCO. Pages 5 en bas, 47 : UNESCO — Alexis Vorontzoff. Page 6 : UNESCO — R.A. Zampella. Page 7 : UNESCO — Jean-Claude Bernath. Pages 8, 9, 37 : D.R. Pages 11, 15 : © Lam Kim, Paris. Page 13 : Nations Unies — John Isaac. Pages 14, 19, 23, 26, 28, 32, 34, 36, 38, 42 en haut : Roland Michaud © Rapho, Paris. Pages 16-17, 17 en bas, 38, 42 : © Mark Edwards/Stills Pictures, Londres. Page 16 en bas : Nations Unies — Irena Dankelman. Page 18 : © Patrick Pounaud, Paris. Page 19 : © Musée international de l'art des enfants, Oslo. Page 20-21 : David Turnley © Rapho, Paris. Page 22 : Paolo Koch © Rapho, Paris. Page 23 en bas : Charlotte Thege © Lineair, Arnhem. Page 26 en bas : © Jorgen Schytte, Copenhague. Pages 28, 29, 30 en haut : © Grazia Borrini, Rome. Pages 30 en bas, 31 : UNESCO — Y. E. Nakpata. Page 32, 33 : Centrale d'achat du Club Seikatsu, Tokyo. Pages 34, 35 : © CEFEMINA. Page 36 : PNUD — Michael Lutzky. Page 39 : Barxi © Sipa, Paris. Pages 40-41, 40 en bas, 41 en bas : Mike Theiler © Sipa, Paris. Pages 44, 46 : Fabian © Sygma, Paris. Page 45 : J. Jones © Sygma, Paris. Page 48-49 : Carl Mydans © Rapho, Paris.

